MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Dixième séance – Mardi 12 septembre 2000, à 20 h 30

Présidence de M. Bernard Paillard, président

La séance est ouverte à 20 h 30 dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M^{me} Marie-Thérèse Bovier, MM. Alain Comte, Philippe Cottier, M^{me} Liliane Johner et M. Guy Jousson.*

Assistent à la séance: *M. Alain Vaissade, maire, M. Manuel Tornare, vice-président, MM. André Hediger, Christian Ferrazino et Pierre Muller, conseillers administratifs.*

CONVOCAATION

Par lettre du 31 août 2000, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 12 septembre et mercredi 13 septembre 2000, à 17 h et 20 h 30, et samedi 30 septembre 2000, à 8 h, 10 h 30, 14 h et 16 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Néant.

3. Questions.

orales:

M. Sami Kanaan (S). J'aurai deux questions. La première s'adresse surtout à M. Ferrazino, qui n'est malheureusement pas là, ainsi qu'à M. Hediger, qui n'est pas là non plus. Elle concerne la place du Rhône. Nous avons assisté à une belle inauguration, à un bel apéritif et à de beaux discours et, depuis, cette place est couverte de voitures. Je sais que le Conseil administratif en a déjà parlé et qu'il essaie de prendre des mesures. J'aimerais qu'il fasse le point de la situation quant à ce qu'il compte faire pour que cette place soit enfin ce qu'elle est censée être, c'est-à-dire une place débarrassée des véhicules. Mais aussi, quel est le rôle de l'Etat? Dans quelle mesure ce problème dépend-il de lui? Manque-t-il une décision de l'Etat? Bref, il faudrait que l'on ait des clarifications à ces sujets. Je poserai ma deuxième question plus tard, si le Conseil administratif veut bien répondre tout de suite à celle-là.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Vous m'excuserez, je suis arrivé en... en route, allais-je dire, pendant votre question. Monsieur Kanaan, on a tous fait le même constat: en effet, on ne peut malheureusement que déplorer la situation actuelle de cette place, laquelle est un véritable parking pour voitures. J'ai donc pris la décision de faire installer des potelets qui seront posés le 29 septembre. Vous voyez, la date est précise, et je me la rappelle parce que nous avons des retards dans la livraison, mais elle vient d'être confirmée pas plus tard qu'hier. Un certain nombre de potelets additionnels seront donc posés qui permettront d'empêcher l'accès à cette place de tout véhicule automobile.

Questions

A partir de là, puisque nous devons bien nous accommoder de la manière dont cette place a été aménagée, ce que nous pouvons vous dire, c'est que nous souhaitons quant à nous qu'elle puisse finalement vivre. Et elle le pourra en fonction des animations que les uns et les autres proposeront. Vous le savez, puisque l'expérience l'a montré, notamment l'année passée quand une patinoire y avait été installée, avec un certain succès auprès de la population d'ailleurs.

Nous avons également, au Conseil administratif, un certain nombre d'idées, notamment à propos de la journée «En ville, sans ma voiture» du 22 septembre; je pense que l'on en discutera tout à l'heure. En effet, nous avons pris l'initiative d'organiser un certain nombre d'animations dans nos rues, et tout particulièrement à la place du Rhône, laquelle pourra accueillir des stands et également des concerts, des spectacles; un bal populaire y sera même organisé. Nous espérons que cette place pourra enfin retrouver de la sorte la vocation qui est la sienne, c'est-à-dire de servir de lieu de réunion et de rassemblement, non pas aux véhicules, mais à la population.

M. Sami Kanaan (S). Ma deuxième question concerne surtout M. Muller, je pense. Lorsque le Conseil municipal a voté, le 6 juin, la participation de la Ville de Genève à l'augmentation de capital de la Banque cantonale de Genève, il a aussi voté la motion N° 109 qui demandait d'examiner, d'ici le mois de septembre si ma mémoire est bonne, dans quelle mesure une plainte à l'encontre des responsables de la crise qui a secoué cette banque pouvait se justifier. Je veux savoir s'il y a eu un suivi à cette motion et s'il y en aura un.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Pour le moment, le Conseil administratif n'a pas décidé de porter plainte suite à ce qui s'est passé à la Banque cantonale. Je vous l'avais expliqué lors d'une séance plénière du Conseil municipal au mois de juin; nous étions entrés en matière et vous aviez avalisé notre choix quant à cette augmentation de capital. Le problème qui s'est posé, c'est que l'on ne pouvait pas mettre en relation cette augmentation de capital et l'exercice 1999, puisque les dégâts à la Banque cantonale dataient d'avant. Quoi qu'il en soit, le 26 septembre aura lieu une nouvelle assemblée générale, extraordinaire cette fois-ci. Je pense que je serai le délégué du Conseil administratif à cette assemblée, et je suivrai évidemment de très près l'évolution du dossier. Sachez en tout cas qu'il nous préoccupe très sérieusement, que nous ne sommes pas au bout de nos peines, que le tunnel n'est pas traversé. En tant que nouvel administrateur, Monsieur Kanaan, j'espère que vous serez à nos côtés pour suivre de près ce qui se passe à la Banque cantonale de Genève.

Le Conseil administratif in corpore a reçu au mois de juillet deux délégués de la banque et de la Fondation de valorisation, MM. Christian Grobet, de la fondation, et David Hiler, secrétaire du conseil d'administration. Ils nous ont donné une explication assez circonstanciée sur ce qui s'y passait. D'ailleurs, il a été intéressant de constater qu'après une lettre envoyée par le Conseil administratif au Conseil d'Etat les choses ont bougé. Il faut en effet savoir que, lorsque nous avons eu cette réunion au début du mois de juillet, les fonds n'avaient toujours pas été transférés à la Fondation de valorisation. Pour nous, il était acquis – c'était d'ailleurs ce que l'on vous avait dit – que le 30 juin lesdits fonds devaient être virés à la fondation. Vous voyez donc bien que le Conseil administratif se préoccupe de cette affaire, et nous reviendrons au Conseil municipal pour faire le point de la situation. Nous avons aussi décidé, au Conseil administratif, de rencontrer tous les deux mois des représentants de la Banque cantonale pour faire le point quant à l'évolution de ce dossier.

M. Jean-Pascal Perler (Ve). Ma question s'adresse à l'ensemble du Conseil administratif. Les chefs de groupe reçoivent en début de séance des documents concernant les demandes de crédits votées et celles qui sont à l'examen en commission. On en a un résumé sur le tableau qui se trouve au fond de la salle. En fait, j'ai deux questions. Voici la première: les conseillers municipaux ne pourraient-ils pas accéder à ces tableaux par le site Internet de la Ville de Genève, pour que leur diffusion soit plus large et ne se limite pas uniquement aux chefs de groupe et pour éliminer ce genre de paperasse physique assez inutile? Telle est donc ma première demande. En effet, les chefs de groupe ne sont pas forcément tous intéressés, mais l'ensemble du Conseil municipal pourrait l'être.

Deuxièmement, lorsque l'on transmet des informations, il faut qu'elles soient exactes. Je vois marqué sur ces documents: «Crédit voté: 38 millions de francs». Or ce ne sont pas 38 millions de francs de crédits que l'on a votés jusqu'au 11 septembre 2000, mais 118 millions de francs. Il y a quand même une petite différence! Ensuite, ce ne sont pas 137 millions de francs mais 122 millions qui sont à l'examen en commission. Nous avons donc projeté d'accorder 246,3 millions de francs de crédits, et non pas 256,3 millions, jusqu'au 31 décembre. Premièrement, on transmet des informations fausses et, deuxièmement, il faudrait peut-être les faire passer sur le site Internet de la Ville de Genève plutôt que de les diffuser par support papier.

Le président. Je me permettrai juste une incise, avant de donner la parole à M. Muller. Le tableau des investissements en question est mis à jour ce soir à l'heure où nous parlons et sera à disposition sur Intranet dès demain.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Monsieur le président, vous venez de répondre à la deuxième question de M. Perler. En ce qui concerne la première, il faut d'abord vous fier au document que la Direction des finances vous remet. J'ai décidé cet après-midi, lors d'une discussion avec mon directeur des finances, de présenter sur le site Internet de la Ville de Genève une rubrique «Finances» avec des informations *on line* que l'on mettra régulièrement à jour. Nous avons pris contact avec le responsable du site Internet de la Ville, M. D'Espine, le chargé d'information du Conseil administratif, et bien sûr avec M. Rapin, de la Direction des systèmes d'information. De cette manière, vous pourrez accéder directement à certaines informations – et nous vous en donnerons véritablement le maximum – concernant les finances, le niveau de la dette et tout ce qui concerne la gestion financière de notre Ville.

M. Alain Marquet (Ve). Ma question s'adresse à M. Muller. J'aimerais savoir s'il est exact que la Gérance immobilière municipale (GIM) envisage d'augmenter le droit de superficie de l'association Le Granit, située au 3-5-7 du quai du Cheval-Blanc, en le faisant passer de 120 000 à 200 000 francs, soit une augmentation de 66%, comme cela a été signifié à cette association par un des cadres de la GIM. La question complémentaire à celle-ci est bien évidemment la suivante: sur quels éléments la GIM se baserait-elle pour pratiquer cette augmentation?

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Monsieur le conseiller municipal Marquet, la Gérance immobilière municipale gère au total 11 000 baux et quelques dizaines de droits de superficie. Je ne connais pas précisément les données concernant l'association Le Granit. Je vais tâcher de me renseigner dans la journée de demain et de vous répondre, j'imagine, à la prochaine séance plénière du Conseil municipal.

M. Roger Deneys (S). J'ai trois questions à poser. La première s'adresse à M. Ferrazino. Vous n'êtes pas sans avoir remarqué, comme chacun d'entre nous, que les trottoirs sont régulièrement, lors de déménagements, le lieu de dépôt de différents objets parmi lesquels des appareils ménagers, des frigos, des cuisinières, des télévisions, etc. J'ai récemment eu des contacts avec une personne qui voulait déménager et faire débarrasser ces objets encombrants et à qui la Voirie a répondu qu'elle ne reprenait pas les appareils électriques. Pouvez-vous me confirmer cette information ou m'expliquer pourquoi la Voirie ne reprend pas l'ensemble des objets déposés sur la superficie dont elle est responsable?

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Monsieur Deneys, je vous donnerai une réponse circonstanciée, parce que le problème que vous évoquez est effectivement relativement complexe. En effet, comme je vous l'avais dit au mois de juin, nous avons déjà pris un certain nombre de mesures contre la multiplication des déchets sauvages sur nos trottoirs. Il s'agit d'une part d'un camion supplémentaire qui tourne sans but précis, si ce n'est d'aller dans les endroits les plus susceptibles de recueillir précisément ce type de déchets encombrants; je peux vous dire que ces camions rentrent régulièrement totalement pleins de ces déchets. Comme aujourd'hui cela ne suffit pas, nous sommes en train d'examiner la possibilité de déléguer une équipe supplémentaire pour faire le tour de certains quartiers particulièrement exposés à ce problème.

Parallèlement, nous entendons intervenir de manière plus ciblée auprès des différents habitants de la ville de Genève, pour leur rappeler les services offerts à tous les citoyens: sur un simple coup de téléphone, la Voirie vient au rendez-vous dans un délai très raisonnable de quarante-huit heures en général. Mais on constate – parce que l'on a fait des enquêtes assez minutieuses – qu'une bonne partie des déchets encombrants dont nous parlons ont en fait été descendus dans la rue deux jours trop tôt par ceux qui ont pris rendez-vous avec la Voirie. Sur ce plan aussi, il faut donc mieux clarifier les règles du jeu pour éviter que les trottoirs ne débordent de ces déchets-là.

S'agissant des appareils électroniques auxquels vous avez fait allusion, il faut savoir qu'une décision à ce sujet a été prise par le Canton récemment. Jusqu'à maintenant, on permettait à tout un chacun de pouvoir amener ces déchets sans bourse délier, puisqu'ils étaient pris gratuitement; ce n'est plus le cas maintenant. Nous avons décidé qu'il n'appartenait pas à la Ville de Genève de payer ces taxes, lesquelles incombaient finalement à chaque citoyen détenteur de ce genre d'appareils, raison pour laquelle nous avons donc pratiqué ce tri sélectif. Là encore, une information beaucoup plus ciblée sera donnée. Je me propose d'ailleurs d'intervenir de concert avec le Canton, qui est à l'origine de cette décision et des conséquences que vous avez vous-même relevées. Je reviendrai au Conseil municipal avec une explication plus générale et plus ciblée par rapport aux démarches que nous entendons entreprendre, tant auprès des autorités cantonales que des citoyens de cette ville.

M. Roger Deneys (S). Merci de votre réponse. J'ai une deuxième question à poser qui s'adresse à l'ensemble du Conseil administratif. Elle concerne le personnel de la Ville de Genève. Alors que j'étais en train de me rendre à l'une de nos séances du mois de juin, en montant le Bourg-de-Four, hop hop sur mon petit vélo, je me suis fait dépasser par une camionnette de la Ville de Genève; j'ai vu que son conducteur était en train de téléphoner avec un natel, tandis qu'il me

Questions

dépassait et passait le tournant. J'aimerais savoir si une information a été donnée au personnel de la Ville pour le mettre en garde contre les risques encourus par les personnes qui téléphonent en même temps qu'elles conduisent. C'est un vrai problème, et le jour où quelqu'un se fera écraser ou shooter par un conducteur en train de téléphoner, je trouverai franchement dommage que celui-ci soit un employé de la Ville de Genève. Une information à ce sujet a-t-elle été diffusée? A-t-on dit quelque chose au personnel?

M. Alain Vaissade, maire. Monsieur le conseiller municipal, avez-vous relevé le numéro de plaque de la camionnette en question, de sorte que nous puissions vérifier vos dires? (*Rires.*)

M. Roger Deneys. Vous pouvez rire, mais il est vrai que, si le cycliste en question avait été shooté, il y aurait eu un constat de police et le numéro de plaque aurait été relevé. Heureusement, ce n'est pas le cas, mais vous ne répondez pas à ma question: une information peut-elle être diffusée auprès du personnel de la Ville, afin qu'il s'abstienne de téléphoner en conduisant?

M. Alain Vaissade, maire. Concernant l'incident que vous relevez, il faut respecter les règles et le code de la route. Il est interdit de téléphoner en conduisant. Nous ferons donc en sorte que le personnel de l'administration municipale soit informé qu'il doit respecter les règles élémentaires de conduite.

M. Roger Deneys (S). Voici ma troisième et dernière question, qui s'adresse à M. Tornare. J'ai appris que les cours d'informatique donnés aux conseillers municipaux cet été avaient remporté un vif succès. Enfin, en tout cas d'après les échos que j'en ai eus, tout le monde avait l'air très content; je m'en félicite, bien que je n'en aie pas eu besoin personnellement. Mais cela m'a quand même fait penser à quelque chose d'analogique qui ne relève pas de mon domaine d'activités habituel. Nous avons eu l'avantage, au mois de juin sauf erreur, de recevoir de la part d'un admirateur du Conseil municipal un petit pot de cannabis. Or cette plante nécessite des soins réguliers si l'on veut qu'elle pousse. N'étant pas jardinier de profession, je me suis trouvé complètement démuni pour m'occuper de ce petit pot de cannabis, ne sachant s'il fallait l'arroser, etc. Je me demande donc si le Service des espaces verts ne pouvait pas, suivant le même principe que celui des cours d'informatique, organiser une petite séance pour nous apprendre à traiter cette plante et à la faire grandir, à la satisfaction générale des conseillers municipaux.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Monsieur le conseiller municipal, vous connaissez ma position concernant le cannabis, laquelle est peut-être atypique au sein du Parti socialiste. Je suis, je crois, le seul non-fumeur du Conseil administratif... C'est vrai! C'est une vérité! Je combats contre toutes les substances qui se fument, le cannabis y compris.

M. Guy Dossan (R). Ma question s'adresse à M. Ferrazino. Apparemment, maintenant, les bordures de trottoirs en granit dont on parle assez souvent dans ce Conseil municipal viennent de Chine. Est-ce vrai? Deuxièmement, il semblerait qu'elles soient de nettement moins bonne qualité que celles que l'on avait auparavant, qu'il y ait des malfaçons. Pour le chantier de la place Neuve, par exemple, les bordures étaient défectueuses et elles ont été renvoyées en Chine, d'où on en attend de nouvelles en remplacement. Si cela est vrai, je suis un peu étonné. J'espère simplement que l'on n'a pas envoyé un émissaire municipal en Chine pour choisir ces bordures? Et, si ce problème existe vraiment, va-t-on réaliser des économies? En effet, si ces bordures sont de moins bonne qualité qu'avant, cela veut dire qu'on les changera plus souvent.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Je vous remercie, Monsieur Dossan, de vous soucier de l'aménagement de nos trottoirs. Nous nous en soucions aussi beaucoup au sein du département de l'aménagement, des constructions et de la voirie. En effet, lorsqu'il faut passer de grosses commandes de bordures en granit, de par leur importance elles représentent un coût non négligeable, comme vous le savez.

Lorsque nous avons fait publier des offres, lors de la dernière commande que nous avions à passer, nous avons reçu trois réponses très différentes selon les entreprises quant à leur provenance et au coût proposé. L'entreprise avec laquelle la Ville avait traditionnellement l'habitude de travailler est située au Tessin et s'approvisionne en général en sous-traitant depuis l'Italie. Le coût pratiqué par cette entreprise était – je vous réponds de mémoire, sans avoir le dossier sous les yeux – de 30 à 40% environ supérieur à la moyenne des deux autres offres que nous avons. Nous parlons quand même d'une demande portant sur près de 1 million de nos francs. Il est apparu qu'une entreprise qui s'approvisionnait en granit en Chine pouvait donner certaines garanties de qualité. Nous nous en sommes assurés, non pas en allant nous promener du côté de Pékin, rassurez-vous, mais en nous renseignant auprès de spécialistes et d'experts en la matière. Nous avons eu non seulement la garantie de qualité, mais également celle que les délais de livraison seraient respectés. Vous serez peut-être étonné d'apprendre qu'il est plus rapide de faire venir du granit de Chine que du Tessin. Nous avons ainsi pu bénéficier d'une

Questions

économie de l'ordre de 400 000 francs, puisque la facture correspondant à cette commande, laquelle était au départ de 1 million de francs, a pu être arrêtée à 600 000 francs. Nous avons considéré que, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, il était raisonnable, dans le cadre d'une saine économie des deniers publics, de choisir cette option-là. Jusqu'à maintenant en tout cas, mise à part l'observation que vous venez de faire, nous n'avons pas reçu de remarque négative quant à la qualité générale des matériaux qui nous ont été livrés, ce qui nous a permis, je le répète, d'économiser une somme substantielle sur la commande globale.

M^{me} Virginie Keller Lopez (S). J'ai trois petites questions à poser. La première s'adresse à l'ensemble du Conseil administratif. Il semble, si les informations que j'ai reçues sont exactes, que vous ayez organisé cet été une visite des locaux de Landis & Gyr occupés par l'association Mottattom, dans la perspective éventuelle d'y installer le Musée de l'automobile de Jean Tua. Je voulais savoir ce qu'il en était, ce qui s'était passé lors de cette visite et où vous en étiez dans les négociations avec l'association Mottattom.

Ma deuxième question s'adresse à M. Muller et concerne le règlement de la Gérance immobilière municipale. Il semblerait, d'après les rumeurs, qu'il y ait eu des avancées cet été et que le nouveau règlement ait été adopté. Peut-on en savoir plus?

Ma troisième question s'adresse à M. Hediger et concerne la place de la Madeleine, à la rue de la Rôtisserie. Il existe à cet emplacement une chaîne qui, normalement, devrait être fermée tous les jours à 11 h 30 précises, afin de protéger la sortie et l'entrée des enfants qui fréquentent la Maison de la Madeleine. Cette chaîne n'est jamais fermée, c'est un endroit extrêmement dangereux où les voitures vont dans tous les sens et notamment à reculons, sans voir les petits enfants entrer et sortir. Serait-il possible d'appliquer le règlement afin que cette chaîne soit fermée?

M. Alain Vaissade, maire. Je vais répondre à la première question concernant les locaux de Landis & Gyr. Vous nous avez invités, lors de la motion N° 312 concernant le BAC + 3 (Bâtiment d'art contemporain), c'est-à-dire le regroupement des institutions du domaine de l'image contemporaine dans le Bâtiment d'art contemporain, à trouver des solutions pour loger le Musée de l'automobile Jean Tua. Nous avons donc pensé à ces bâtiments de Landis & Gyr; effectivement, nous avons contacté la Fondation Jean Tua – dont M. Lescaze est d'ailleurs l'un des membres importants – et demandé à M. Jean Tua si, sur le principe et évidemment moyennant certains aménagements, il accepterait de transférer le Musée de

l'automobile à cet endroit. M. Jean Tua s'est mis d'accord avec le département des affaires culturelles et les autres services de la Ville et a donné un accord de principe. Nous étudions donc maintenant les possibilités d'aller de l'avant afin de répondre à la motion que vous avez votée et trouver des solutions pour le Musée de l'automobile. Voilà toutes les informations que nous avons à ce jour.

M. André Hediger, conseiller administratif. Je répondrai à propos des chaînes de la place de la Madeleine. Vous n'êtes pas la première, Madame, à me signaler le problème; cela fait déjà un certain temps qu'on m'en parle. Depuis plusieurs mois déjà, j'ai donné des ordres aux agents de ville qui passent régulièrement à côté du temple de la Madeleine afin de fermer cette chaîne. Mais cette chaîne se rouvre systématiquement toutes les demi-heures! Tout d'abord, les entreprises qui font des travaux à cet endroit demandent que cette chaîne soit ouverte pour permettre le va-et-vient des ouvriers. Les restaurateurs de la place de la Madeleine ont également demandé que cette chaîne reste ouverte à certains moments ou qu'ils aient la possibilité de l'ouvrir pour leurs clients handicapés. Enfin, certains marchands de la Madeleine sollicitent également l'accès à cet endroit. C'est dire qu'il n'est pas facile de trouver aujourd'hui une solution, Madame. Je n'ai pas encore trouvé de véritable solution pour régler ce problème.

A un moment donné, on a dit que les chaînes en ville de Genève n'étaient pas fermées. Or, dans l'ensemble, elles le sont. En passant à divers endroits de la ville, j'ai constaté une amélioration considérable. Il est vrai que des copies de clés de cadenas ont dû être faites par un certain nombre de personnes. Certes, pour limiter ces copies, il faudrait refaire tout le système de passes de tous les cadenas des chaînes de la ville de Genève, mais cela coûterait une somme assez considérable. Les agents de ville font leur possible pour que les chaînes soient fermées, surtout celle de la Madeleine; toutefois, à cet endroit la situation est vraiment difficile à gérer.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Madame la conseillère municipale, à l'époque de la guerre froide, j'aurais eu tendance à vous dire que vous étiez la personnification de l'œil de Moscou. Pourquoi? Parce que vous êtes parfaitement renseignée sur ce qui se passe dans le Service de la gérance immobilière! Je ne sais pas s'il y a des espions qui y circulent ou si vous-même vous en êtes une... Etes-vous la Mata Hari de la Gérance immobilière? Je ne sais pas, je laisse cette question ouverte. Quoi qu'il en soit, vous avez parfaitement raison: le règlement de la Gérance immobilière est sous toit, il a été accepté par le Conseil administratif à une réserve près, qui est d'importance et concerne la liste des immeubles susceptibles d'être à loyer libre. Celle-ci est actuellement mise en consultation par le

Questions

Service des bâtiments et le Service de la gérance immobilière. Le Conseil administratif donnera très prochainement une réponse à ce propos. Voilà où nous en sommes, et j'aurai le plaisir de faire une conférence de presse au sujet de ce règlement de la Gérance immobilière.

M. Robert Pattaroni (DC). Le parc Bertrand, il y a trois semaines, n'était toujours pas éclairé. Or il avait été répondu ici que c'était aux Services industriels de Genève de s'en charger. L'ennui, c'est qu'il faut quand même que quelqu'un interpelle l'autre pour que ce parc soit éclairé!

Ma deuxième question concerne les chantiers dans les rues. On voit de plus en plus de chantiers actuellement destinés à la pose de fibre optique ou de câbles servant aux télécommunications. Par exemple, à la route de Frontenex, on a ouvert la route pour y placer des tuyaux Colt, et voilà maintenant qu'on l'ouvre à nouveau pour y mettre je ne sais quoi. Vous l'avez lu: un commerçant de la Corraterie s'est plaint de la même situation et des chantiers qui se succèdent. Cela ne paraît quand même pas très correct, vis-à-vis de la population également et du point de vue du coût.

M. André Hediger, conseiller administratif. Monsieur Pattaroni, c'est mon Service du domaine public qui délivre les autorisations pour les chantiers. Je vais vérifier auprès de ce service les raisons qu'il y a de creuser à l'endroit que vous venez d'indiquer et pourquoi cela tarde. Comme vous le savez, nous recevons actuellement énormément de demandes, émanant soit de Swisscom, soit des Services industriels de Genève, qui ont obtenu depuis le mois d'avril de l'année passée une concession fédérale pour installer de la fibre destinée aux télécommunications. La maison Colt est également présente, qui relie tout ce qui est banques, assurances et grands centres commerciaux. Enfin, on vient encore de voir apparaître une nouvelle maison sur la place de Genève.

Monsieur Pattaroni, je ne vous cacherai pas le gros problème que j'ai rencontré: après avoir réuni diverses entreprises de télécommunication, il s'est avéré difficile de trouver une coordination entre elles concernant ces travaux. Quand l'une dépose à la commission cantonale une demande pour creuser un tronçon, elle devrait consulter les autres entreprises pour déterminer si elles souhaitent y installer un tube. Malheureusement, après trois réunions dans mon bureau l'an passé, aucun accord n'a pu être trouvé. C'est bien dommage, car cela aurait évité de rouvrir des chantiers et diminué les coûts des uns et des autres. Mais ces entreprises de télécommunication préfèrent payer le coût total, ce qui se répercute bien entendu sur vous, les payeurs, comme d'habitude. Je n'ai pas utilisé d'adjectif, j'ai dit les «payeurs»!

Le président. Merci, Monsieur Hediger. Avant de donner la parole pour la question suivante, je vous annonce que nous en reprendrons une série demain à la séance de 20 h 30, comme le demandent un certain nombre de personnes.

M. Guy Savary (DC). J'ai une question à poser spécialement à M. Vaissade en ce qui concerne la culture, mais elle peut s'adresser de manière plus large à l'ensemble du Conseil administratif pour ce qui a trait aux bâtiments publics. Pour savoir si un musée ou le centre sportif des Vernets est ouvert pendant un jour férié, je crois que le gros de la population a beaucoup de peine à s'y retrouver, en tout cas à la lecture de nos quotidiens. En effet, je n'y trouve pas l'information adéquate, ou en tout cas elle est trop concise. Je pose donc la question suivante au Conseil administratif: ne serait-il pas judicieux, notamment les jours fériés, de publier des petits encarts concernant le domaine de la culture et des sports, ainsi que tous les autres bâtiments publics pouvant intéresser les citoyennes et citoyens de notre ville et du canton? Nous pourrions ainsi, simplement, grâce à une brève indication, savoir si nous pouvons espérer nous rendre au Musée d'art et d'histoire ou bien aller patiner aux Vernets. Dans les quotidiens, je le répète encore une fois, il me semble que l'information est quasi inexistante. Je trouve que l'on pourrait faire un peu mieux dans ce domaine et je demande au Conseil administratif de se pencher sur cette question.

M. Alain Vaissade, maire. Monsieur le conseiller municipal, il me semble que ce problème s'était posé il y a quelques années, et je crois qu'une demande allant dans votre sens avait été formulée. J'avais interrogé mes services, et ils m'avaient répondu que, lorsque les musées sont fermés, une annonce paraissait pour l'indiquer dans *Mémo Cité*, en particulier les jours fériés. Je n'en suis pas sûr, je vais vérifier cela suite à votre demande. Si tel n'était pas le cas, nous étudierions avec le Conseil administratif une possibilité de regrouper les informations concernant toutes les institutions municipales offrant des prestations à la population, afin que celles-ci soient complètes. Nous allons d'abord vérifier si ce que vous dites est avéré et, si c'est le cas, nous nous arrangerons au Conseil administratif pour donner l'information de façon plus généralisée.

M. Georges Breguet (Ve). Malheureusement, je suis nouveau dans cette assemblée et je n'ai pas levé la main assez vite, alors M. Kanaan m'a volé ma question. Cependant, j'aimerais quand même remercier M. Ferrazino de ses explications sur la place Neuve et lui dire que les conseillers municipaux qui vivent au centre-ville seront très attentifs à l'effet des mesures qu'il va prendre.

Le président. Je pense que cette remarque n'appelle pas de réponse. Nous avons donc terminé avec les questions pour aujourd'hui, et nous en reprendrons demain. Je vous indique la manière dont nous allons procéder maintenant. Nous avons à traiter deux clauses d'urgence, puis nous passerons au débat sur la procédure concernant l'étude du budget; ensuite, nous aborderons la résolution N° 17 qui a été reportée, avant de reprendre enfin notre ordre du jour avec le point N° 11, la motion N° 89. Je vous le dis pour que nous soyons tous au clair.

4. Clause d'urgence sur la résolution de M. Alain Marquet: «Réception mondaine au Bâtiment des Forces-Motrices (BFM) et respect des droits de l'homme en Chine» (R-25)¹.

M. Alain Marquet (Ve). Je m'exprimerai uniquement sur l'urgence. Elle est manifeste et se justifie bien simplement, dans la mesure où la manifestation en question est prévue pour le 16 septembre, ce qui nous porte donc à la fin de la semaine.

Il me semble toutefois nécessaire de compléter très brièvement la notion de l'urgence telle que je viens de vous la présenter, en essayant peut-être rapidement de couper l'herbe sous les pieds des détracteurs de cette urgence même. Ceux-ci ne manqueront pas de s'exprimer sur l'opportunité de cette démarche en arguant que la Ville de Genève ne doit pas se mêler de politique internationale. J'ajouterai donc, comme corollaire à l'urgence de cette résolution, que la Ville de Genève est concernée de multiples façons par ladite manifestation, dans la mesure où elle lui fournit un appui logistique et a participé financièrement au voyage de la Société des vieux grenadiers à Pékin, ce dont les journaux se sont fait l'écho; en outre, deux conseillers administratifs font partie des invités d'honneur de cette manifestation, et le secrétaire général adjoint du Conseil administratif est membre du comité d'organisation. D'autre part, de source très bien informée – c'est-à-dire d'un membre du comité d'organisation – j'ai appris qu'il était encore parfaitement possible que ce dernier demande une rallonge pour boucler le budget de ladite manifestation. Voilà les raisons qui m'amènent à demander l'urgence sur cette motion. J'espère que vous me suivrez dans ce sens, et que nous pourrons davantage développer cet objet demain, si cela est possible.

¹ Annoncée, 636.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Je voudrais simplement dire que le groupe libéral soutiendra l'urgence sur cet objet.

Mise aux voix, la clause d'urgence de la résolution est acceptée à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

Le président. Nous traiterons donc ce point demain à la séance de 20 h 30.

5. Clause d'urgence de la résolution de MM. Christian Zaugg, Sami Kanaan, François Sottas, Robert Pattaroni, Alain Marquet et M^{me} Michèle Ducret: «Un non ferme à l'initiative pour une réglementation de l'immigration» (R-27)¹.

M. Christian Zaugg (AdG/SI). Le peuple est appelé à se prononcer le 24 septembre sur une initiative intitulée «Pour une réglementation de l'immigration» qui, si elle est acceptée, aura des conséquences néfastes et dramatiques sur le plan humain, social et politique, ici et dans tout notre pays. Il nous paraît donc important de donner le point de vue du Conseil municipal de la Ville de Genève quant à cette affaire, raison pour laquelle cette résolution vous est proposée.

M. Alain Marquet (Ve). L'urgence est bien évidente, puisque nous sommes le 12 septembre et que le vote aura lieu à une date très rapprochée. Bien évidemment et parce que rien de ce qui est humain ne leur est étranger, les Verts voteront l'urgence sur cette résolution.

M^{me} Michèle Ducret (R). Nous ferons pour une fois une entorse à nos principes et nous accepterons aussi l'urgence.

Mise aux voix, la clause d'urgence de la résolution est acceptée à l'unanimité.

Le président. Nous traiterons donc également cet objet demain en début de deuxième séance, après la résolution dont nous venons d'adopter l'urgence au point précédent.

¹ Annoncée, 636.

6. Rapport du Conseil administratif à l'appui du projet de budget de la Ville de Genève pour l'exercice 2001 (PR-90)¹.

Débat sur la procédure d'étude du budget

Le président. Nous sommes maintenant au point concernant la procédure d'étude du budget, puisqu'un certain nombre de groupes souhaitent que nous nous exprimions là-dessus. Nous pourrions éventuellement terminer par un vote.

M. Sami Kanaan (S). Le groupe socialiste a discuté de la solution issue des débats lors de la réunion entre les chefs de groupe et le bureau à 13 h et, sur cette base-là, nous avons décidé de nous en tenir à leur proposition initiale, telle que je l'avais présentée à 13 h en début de séance, laquelle consiste au maintien du statu quo. La raison principale en est la suivante: même la variante finalement retenue, c'est-à-dire celle de l'étude du budget par la commission des finances plus un représentant par parti des commissions spécialisées lors des séances de la commission des finances qui les concernent, a comme effet de diminuer la possibilité pour les membres des commissions spécialisées de creuser sérieusement la situation de leur département respectif, ce qui représente quand même l'exercice le plus important de l'année.

La perte d'informations et de compétences en termes d'expérience par rapport aux dossiers en cours du département nous paraît trop importante et, par conséquent, nous souhaitons maintenir le statu quo, c'est-à-dire le renvoi du projet de budget à la commission des finances et aux commissions spécialisées. Même le principe de la double audition des magistrats à la commission des finances et aux commissions spécialisées ne paraît pas spécialement problématique. Il est vrai que cela prend deux fois le temps des magistrats, mais l'expérience montre que les questions ne sont pas tout à fait les mêmes dans les deux cas. Les points de vue, ou les angles d'attaque, en quelque sorte, ne sont pas tout à fait identiques et il peut arriver que cela permette même de clarifier à fond certains points restés en suspens après la première audition.

Le groupe socialiste demande en fait un vote où l'on opposerait la variante retenue à 13 h lors de la séance du bureau avec les chefs de groupe au statu quo.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). Je voulais prendre la parole tout à l'heure sur un sujet très important, celui des prérogatives du Conseil municipal en matière budgétaire et en ce qui concerne l'examen des comptes. Je voudrais donc d'abord intervenir à propos de la procédure d'étude du budget. Etant donné les

¹ Rapport à l'appui, 661.

délais que nous avons devant nous jusqu'au mois de décembre, le retard pris dans l'examen des comptes, la planification des auditions des conseillers administratifs concernant le projet de budget 2001, pour ma part – je parle en mon nom personnel, étant donné que mon groupe politique ne s'est pas prononcé lors d'un caucus concernant la procédure d'étude du budget et que les membres de la commission des finances s'étaient abstenus à propos de celle qui avait été proposée – je suis favorable, pour l'exercice de l'examen du projet de budget 2001, au statu quo. Voilà la première partie de mon intervention.

En deuxième lieu – je parle maintenant en ma qualité de président de la commission des finances – je voudrais informer le Conseil municipal que nous aurions normalement dû avoir à l'ordre du jour des séances d'aujourd'hui et de demain un point concernant l'examen des comptes 1999. Si celui-ci n'y est pas inscrit, ce n'est pas parce que la commission des finances a pris du retard dans l'examen des comptes 1999; non, nous étions prêts à déposer l'ensemble des rapports – que ce soient les rapports des commissions spécialisées et le rapport général – dans les délais permettant l'examen de ces comptes dans le cadre des deux journées du 12 et du 13 septembre. Malheureusement, nous avons été retardés par une non-réponse du Conseil administratif à une demande que nous lui avons faite au sujet des prérogatives des uns et des autres, notamment en ce qui concerne l'affectation de l'excédent de revenus 1999, un problème qui va se poser pour les prochains exercices budgétaires – en tout cas nous l'espérons, c'est-à-dire que nous espérons qu'il y aura des bonis. D'ailleurs, le Conseil administratif lui-même prévoit des bonis pendant les quatre prochaines années. De quoi s'agit-il exactement? Eh bien, il avait prévu dans son projet de budget 1999 un certain nombre de rubriques et de points concernant les revenus et les charges; or nous avons constaté dans les comptes 1999 que certaines rubriques budgétaires ont été considérablement renforcées. Je fais allusion, par exemple, à la rubrique des pertes sur débiteurs, qui a été très fortement augmentée par rapport au budget. Il y a également une provision de 3 millions de francs qui était inscrite dans les comptes concernant le personnel; d'ailleurs, il faut que cela soit clair: nous sommes d'accord, en tout cas en ce qui concerne mon groupe politique, pour le paiement au personnel d'une indemnité pour compenser le blocage des mécanismes salariaux en 1999, mais...

Le président. Monsieur Mouhanna, je me permets de vous rappeler que nous discutons de la procédure d'étude budgétaire.

M. Souhail Mouhanna. Je vais terminer là-dessus. Cela signifie que nous attendons que le Conseil administratif nous réponde sur une chose, et à ce sujet une audition est demandée également au niveau du Département de l'intérieur et

du Département des finances cantonales, bien sûr; nous voulons savoir si le Conseil municipal a oui ou non la prérogative d'affecter un excédent de revenus lorsque les comptes sont déposés par le Conseil administratif. Si ce que vous nous avez dit se révélait exact, c'est-à-dire que le Conseil municipal n'a aucune possibilité de toucher aux comptes, alors la question suivante se pose: finalement, quel est l'intérêt de faire examiner les comptes par le Conseil municipal si ce dernier ne peut pas affecter l'excédent de revenus? Il serait donc réduit au rôle d'une sorte de chambre d'enregistrement, ce qui serait totalement inadmissible. D'ailleurs, la loi sur l'administration des communes considère que le Conseil municipal a comme fonction délibérative aussi bien l'examen du budget que celui des comptes. Nous attendons donc des réponses précises et rapides, et imputons au Conseil administratif la responsabilité du non-paiement au personnel de la Ville et au personnel de la petite enfance de la ristourne sur la contribution de solidarité qui a été retenue sur les salaires.

Le président. Monsieur Mouhanna, s'il vous plaît, respectez l'unité de matière! Excusez-moi, vraiment, ce n'est pas possible! J'aimerais juste faire un petit commentaire. Le Conseil administratif vient d'être mis en cause, donc dans ce cas-là le règlement est tout à fait clair; il va répondre. Je vous rappelle néanmoins que ce n'est pas la question qui nous réunit maintenant, mais qu'il s'agit de la procédure d'étude budgétaire. Cela n'enlève rien à l'importance du sujet abordé par M. Mouhanna, mais il faudra le traiter dans un autre point de l'ordre du jour. J'aimerais donc que l'on se recentre sur la question de la procédure d'étude budgétaire, mais, auparavant, puisque le Conseil administratif a été mis en cause, je donne la parole à M. Muller.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Merci, Monsieur le président, d'avoir recentré le débat. En effet, les propos de M. Mouhanna ne portaient pas tout à fait sur l'objet qui nous concerne en ce moment. Je veux parler de la procédure budgétaire 2001. Il y a différentes manières de lire les choses. Vous en faites une lecture particulière, qui est la vôtre, Monsieur Mouhanna, mais il y a d'autres personnes, le Conseil administratif en particulier, qui en font une lecture différente. Il faut que vous soyez honnête avec vous-même. La réponse vous a été apportée oralement; peut-être qu'elle ne vous convient pas. Nous avons décidé de demander un arbitrage et en effet il sera effectué, je l'espère, par le conseiller d'Etat M. Cramer, son secrétaire général et le directeur des finances, afin de savoir si oui ou non nous avons la possibilité de modifier les comptes une fois ceux-ci bouclés. Néanmoins, je suis content de savoir que l'ensemble du personnel de la Ville de Genève touchera, puisque vous êtes d'accord, les 3 millions de francs que nous lui avons promis, à raison de 1000 francs par personne.

Ce que j'aimerais vous dire et que je vous ai déjà expliqué à maintes reprises, c'est que les comptes 1999 sont bouclés. Des modifications sont possibles, mais elles interviendront évidemment en l'an 2000. Il y aura donc, dans ce cas, une modification budgétaire en l'an 2000. Cependant, si M. Cramer donne une lecture différente du règlement d'application de la loi sur l'administration des communes, eh bien, nous changerons d'opinion; nous verrons.

Le président. Nous revenons à notre débat, s'il vous plaît, de part et d'autre, et je donne la parole à M. Oberholzer.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Je ne sais pas si l'après-midi porte conseil au groupe socialiste, mais, en tout cas, ce n'est peut-être pas un bon conseil qui a été apporté. Je m'étonne un peu de la position affichée maintenant par leur chef de groupe et le groupe lui-même au sujet de ce qui a été débattu à 13 h. En effet, si je me souviens bien pour avoir été moi-même présent à cette séance entre 13 h et 14 h, il y avait unanimité du bureau et des chefs de groupe concernant la modification de la procédure d'étude du budget. Pour mémoire, il semblerait qu'une majorité de ce Conseil s'est déjà plainte de celle qui est la nôtre jusqu'à présent, et cette modification a pour but une plus grande efficacité, non pas de diminuer les compétences des commissions spécialisées! Que nenni!

Néanmoins, une modification a été apportée par le groupe radical, laquelle vise à ce que les commissions spécialisées délèguent un membre par parti aux séances de la commission des finances lors de l'audition du magistrat et des collaborateurs de son service. Je crois que, en ce moment, le travail de fond et de réflexion que l'on confie aux commissions spécialisées sur l'étude du budget est tout à fait maintenu et permet également de faire un sous-rapport des commissions spécialisées ainsi que des amendements qui seront, comme par le passé, revus et modifiés le cas échéant par la commission des finances.

Le groupe libéral soutiendra donc la quatrième proposition du rapport de la sous-commission des finances, dont le rapporteur est M. Losio ici présent, avec la modification apportée à 13 h, à savoir qu'il y aura sept membres supplémentaires – un par parti, qui sera désigné de façon interne par les commissions spécialisées – à la commission des finances lors de l'audition du magistrat. Evidemment, le rapporteur fera vraisemblablement partie de ce groupe.

Le président. Nous sommes tout à fait éloignés de l'ordre du jour et de toute procédure normale, mais assumons et allons jusqu'au bout! Il ne s'agit évidemment pas ici d'un objet, et contrairement à ce qui a été affirmé également à la

séance précédente, il n'est pas du tout question non plus de toucher au règlement. Il s'agit simplement de modifier un usage. Néanmoins, puisque nous en sommes à ce sujet, allons jusqu'au bout. La parole est à M. Losio.

M. Pierre Losio (Ve). En tant que rapporteur du groupe de travail de la commission des finances sur la manière d'étudier le budget, je tiens à préciser ce qui suit: dans un premier temps, la commission des finances a souhaité à une très large majorité une modification de la procédure d'étude du budget. Un rapport a été déposé en ce sens; il a été discuté au début du mois d'avril par la commission des finances à qui quatre propositions ont été soumises. L'une d'elles a été retenue, celle qui a été soumise aux chefs de groupe il y a déjà fort longtemps. Je me réjouis que le nouveau bureau ait rapidement saisi l'occasion de traiter cet objet, afin que l'on puisse en débattre le plus vite possible et que ces modifications de procédure puissent si possible avoir un effet concret pour l'étude du budget 2001.

Il faut savoir que la loi sur l'administration des communes, mis à part le délai imparti pour le dépôt du budget, ne prévoit rien de particulier. Nous nous basons donc sur des pratiques antérieures. Il s'avère que la procédure d'étude du budget a été considérée par beaucoup comme trop lourde, et ce également pour le Conseil administratif, qui participe à deux auditions. La proposition demandait que l'on en revienne à une seule audition avec travail préparatoire dans les commissions spécialisées, lesquelles connaissent probablement certaines finesses des départements que la commission des finances peut ignorer. C'est la formule qui a été acceptée avec une très large majorité par la commission des finances.

Le bureau s'est réuni à 13 h avec les chefs de groupe, et un amendement a été proposé concernant cette procédure budgétaire; il a été accepté. Il tend, de manière un peu plus significative que la proposition ne le laissait supposer, à ne pas retirer de compétences aux commissions spécialisées et à répartir l'équilibre des forces de façon qu'un rapporteur et un président puissent être mieux représentés à l'intérieur d'une commission. C'est pour cela que la solution adoptée est celle qui prévoit un représentant par groupe. Il est évident que les prérogatives de la commission des finances ne reposent que sur des usages. Si l'on veut véritablement que des modifications significatives soient apportées à la proposition faite ce soir, libre aux groupes politiques de décider en leur sein quelle sera la position de chacun de leurs commissaires! Ils peuvent décider, souverainement, que des propositions d'amendement émanant d'une commission seront soutenues de manière formelle par leur commissaire aux finances; cela relève de leur stricte compétence, je le répète, interne à chaque groupe politique.

Si je peux me permettre un commentaire personnel, il est évident que tout changement s'oppose à la résistance au changement et cette dernière n'a pas cours uniquement au sein du corps enseignant, mais elle se répand également au sein du

corps politique! Si, ce soir, on veut véritablement modifier les procédures et les alléger de façon à être plus précis et peut-être plus efficaces dans le travail des commissions, nous ne pouvons – en tout cas en ce qui concerne le groupe des Verts – que vous inviter à soutenir la proposition votée à l'unanimité à 13 h par le bureau et les chefs de groupe. Quant à nous, les Verts, notre groupe politique définira en son sein certaines modalités que ses commissaires aux finances seront appelés à suivre. Mais si l'on veut véritablement modifier quelque chose, il faut adopter dès maintenant la procédure telle qu'elle a été votée à 13 h à l'unanimité du bureau et des chefs de groupe.

Le président. Je vous remercie, Monsieur Losio, de cette mise au point. Compte tenu de la réunion de 13 h, il était impossible que nous votions de la même manière que les années précédentes. Il était donc nécessaire de modifier la procédure de vote comme je l'ai fait et comme vous l'avez rappelé, ce dont je vous remercie.

M. Robert Pattaroni (DC). Notre groupe a consacré un temps certain, ce soir, à l'examen de cette nouvelle procédure d'étude du budget, puisque nous sommes allés jusqu'à nous priver de dessert! Cela dit, je me suis trouvé confronté à des questions très opportunes émanant de commissaires très lucides de notre groupe, qui ont demandé si, dans le fond, avec la formule proposée, les commissions spécialisées auraient la possibilité de faire une analyse du budget. La réponse est oui. Ensuite, la commission spécialisée va devoir déléguer sept commissaire, un par parti, à la commission des finances; cela va créer au sein de la commission spécialisée deux catégories de commissaires: il y aura les élus qui pourront aller porter la parole à la commission des finances et les autres. Y aura-t-il ensuite un retour à la commission spécialisée?

Deuxième question qui m'a été posée: qui va voter? C'est-à-dire, cela sera-t-il «15 + 7 = 22»? C'est un aspect qui n'a pas été traité à 13 h, mais il va probablement y avoir une réponse. Je signale à M. Kanaan que notre groupe, qui était au départ favorable au maintien, a dit que, si ce statu quo devait être voté malgré tout, alors il reproposerait que les commissions, celle des finances et les spécialisées, siègent en commun. Mais, pour le moment, nous discutons de la proposition de 13 h.

M. Bernard Lescaze (R). Le groupe radical, après mûre discussion à propos des quatre propositions soumises par M. Losio et sa sous-commission, s'est rallié à la proposition N° 4; il a proposé quelques amendements qui ont reçu l'aval d'un

certain nombre de chefs de groupe. Nous pensons que la rationalisation est bonne et que les prérogatives de l'ensemble du Conseil municipal sont totalement maintenues, car nous sommes tous égaux. J'aurais aimé que l'on rappelle qu'un petit bout de la proposition consistait aussi à ce que les comptes rendus soient réellement débattus à l'intérieur des commissions spécialisées, parce que ce sont évidemment elles qui sont les plus à même d'examiner et d'analyser les comptes rendus. C'était donc, au fond, pour rationaliser les auditions que l'on proposait un membre par parti provenant de la commission spécialisée à la commission des finances. En conséquence, le groupe radical appuie la proposition faite maintenant par le bureau.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Ecoutez, j'ai un peu de peine à suivre la discussion. Je me suis renseigné auprès de mes collègues du Conseil administratif présents en ce moment, et nous n'avons pas bien compris de quoi il retournait avec cette nouvelle procédure d'étude budgétaire. Je voudrais demander ici si c'est bien le moment adéquat, ce soir, pour discuter de ces problèmes – certes très importants – d'étude budgétaire, compte tenu de l'ordre du jour chargé que nous avons et du fait qu'en plus vous nous convoquez et vous vous convoquez vous-mêmes un samedi toute la journée pour essayer de terminer cet ordre du jour. Personnellement, j'adore les nouveautés, mais là, j'ai franchement l'impression que l'on ne va pas dans le sens d'un gain en efficacité.

Mesdames et Messieurs, le Conseil administratif se tient à votre disposition, que ce soit à la commission des finances ou, pour ceux qui sont intéressés, aux commissions spécialisées. Mais sachez une chose: il y a une limite dans le temps, celle du mois de décembre, et nous sommes déjà quasiment à mi-septembre. Il faudra donc que ce travail se fasse dans les six semaines, afin que le rapport puisse être rendu à fin octobre, début novembre. Je crois qu'il faut plutôt aller dans le sens d'une simplification, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, que d'une complexification comme celle que vous êtes en train de vouloir présenter.

Le président. Je vous rappelle que le vote auquel nous allons procéder est indicatif, puisqu'il ne s'agit pas de voter un texte mais de nous fixer une ligne de conduite. Comme j'ai pris soin de le demander à la secrétaire de commission tout à l'heure lors de la séance de 13 h, les participants à cette réunion en recevront le procès-verbal d'ici deux jours et pourront donc le diffuser et discuter de manière plus précise de la procédure telle qu'elle s'est dessinée à l'issue de la discussion.

Mise aux voix, la procédure d'étude du budget telle qu'elle a été modifiée lors de la séance du bureau et des chefs de groupe est acceptée à la majorité (quelques oppositions et 1 abstention).

Le président. Nous procéderons donc comme il est ressorti des travaux de notre commission mixte à 13 h.

7. Résolution de MM. Guy Dossan, M^{me} Michèle Ducret, MM. Michel Ducret, Alain Fischer, M^{me} Catherine Hämmerli-Lang, MM. Bernard Lescaze, Pierre Maudet et René Winet: «Guerre du feu: pour enterrer la hache, il faut être deux» (R-17)¹.

PROJET DE RÉSOLUTION

Considérant que:

- l'Etat de Genève, les communes et la Ville ont entamé il y a deux ans des discussions en vue de regrouper les différents acteurs, cantonaux et municipaux, de la sécurité civile à Genève;
- ces discussions ont débouché sur l'élaboration d'un projet de «Sécurité civile Genève» émanant des secrétaires généraux des trois entités concernées, dont la Ville;
- ce projet a donné lieu à une vive controverse au sein des organismes de la Ville chargés de la sécurité (SIS et PC) qui ont élaboré à leur tour un contre-projet baptisé «Sécurité genevoise intercommunale»;
- ces deux projets apportent des propositions d'améliorations qualitatives et d'économies intéressantes, reflétant également la position des professionnels actifs sur le terrain;
- tant les revendications de la Ville sur une meilleure répartition des charges financières du SIS que celles des communes sur une participation aux processus de décision (par exemple sur les investissements) n'ont pas été à ce jour satisfaites;
- le Conseil administratif a récemment déclaré ne plus vouloir entrer en matière sur ces questions de réorganisation (presse du 9 mars 2000),

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à reprendre sans délai les discussions avec les communes genevoises et l'Etat au sujet d'un regroupement des forces de sécurité civile genevoises qui profite à l'ensemble de la population tout en préservant les compétences techniques et les intérêts financiers de la Ville.

¹ «Mémorial 157^e année»: Urgence refusée, 3775.

M. Pierre Maudet (R). Je vous rassure tout de suite: contrairement au titre de la résolution qui pourrait sembler belliqueux, mes propos ne le seront pas. L'idée de cette résolution est juste de faire le point sur un sujet hautement intéressant, celui des possibles collaborations entre différentes collectivités publiques, que ce soit l'Etat et la Ville, l'Etat et les communes, les communes et la Ville ou bien les trois ensemble.

Je pense que vous avez tous en mémoire la farce, pourrait-on dire, que nous a servie le Conseil administratif au mois de mars dernier à propos des négociations entre ces trois collectivités dans le dossier de la sécurité civile. Si j'emploie le terme de farce, c'est à dessein. En effet, à la lecture du rapport du Conseil administratif à l'appui du projet de budget 2001 que l'on m'a remis ce soir, on a l'impression que le Conseil administratif prend en effet ce dossier pour de la farce.

Cette résolution N° 17, qui avait fait l'objet d'une clause d'urgence refusée par le Conseil municipal au mois de mars, je vous le rappelle, nous arrive maintenant sur le tapis, six mois plus tard. Cela nous a permis de prendre un peu de recul et de regarder de part et d'autre ce qui pouvait être fait, précisément dans le domaine de l'autonomie communale, mais aussi de nous poser de bonnes questions par rapport aux finances. Je dois dire que le traitement de cette résolution, aujourd'hui, au moment même où nous recevons le budget, se fait à point nommé. Je continuerai donc sur l'idée de la farce, et je me permettrai de vous rappeler les détails de ce dossier selon le principe du théâtre: une pièce en quatre actes constitués de deux tableaux et totalisant douze scènes.

Premier tableau: je me réfère aux années 60, pour vous dire à quel point ce dossier remonte loin. Je vous exposerai cela très brièvement. Dans les années 60, le conseiller d'Etat radical Duboule décide par ukase d'annexer à l'Etat le Service d'incendie et de secours (SIS). Mal lui en prend: levée de boucliers, et tout ce qui s'ensuit. Finalement, le projet reste sans lendemain, ce qui montre – ses successeurs auraient dû en tenir compte – qu'il faut absolument, dans ce dossier, faire preuve d'esprit de concertation.

Je fais un saut de trente ans dans le temps et reviens dix ans en arrière. C'est déjà plus intéressant. Séance du 24 avril 1990 de ce Conseil municipal: motion Lescaze-Hämmerli – encore une fois radicale – qui propose de renégocier la convention entre la Ville, l'Etat et les communes à propos des finances du SIS et, je cite, «de demander au Conseil administratif un rapport sur les possibilités de transférer le SIS entièrement au Canton». La motion est acceptée, malgré quelques oppositions. On attend bien sûr encore ce rapport demandé il y a une dizaine d'années.

Mais ce qui est plus intéressant, c'est de lire les déclarations du conseiller administratif en charge du département des sports et de la sécurité à l'époque, il y

a donc plus d'une dizaine d'années. Je ne me souviens plus exactement de qui il s'agit, mais en tout cas il a déclaré ceci: «Ce débat – j'ai retrouvé quelques documents – a déjà eu lieu dans les années 60. C'est une vieille tradition, depuis que la commune a été formée dans nos pays: en Europe, les pompiers ont toujours dépendu de la commune, etc. (Je passe.) On peut se demander si, demain, il ne faudra pas revoir l'ensemble de l'organisation entre la Ville de Genève et le Canton et voir dans quelle mesure – mais là, c'est un autre débat – on ne pourrait pas avoir des pompiers professionnels qui couvriraient la Ville, les communes, l'aéroport et le CERN. Cela peut être au niveau des locaux, au niveau de l'achat du matériel, parce que l'on pourrait être plus rationnels.» Un grand trait de lucidité de la part de ce magistrat. Il est bien dommage qu'il ne se soit pas rappelé dix ans plus tard ce qu'il avait déclaré le 24 avril 1990 et qui aurait pu le guider dans son action.

Autre magistrat, lequel passe quelques mois plus tôt du Conseil administratif au Conseil d'Etat, Claude Haegi, libéral, qui, grand défenseur du patrimoine mobilier et immobilier de la Ville, refusait toute discussion sur le transfert du SIS à l'Etat. Eh bien, une fois passé au Conseil d'Etat, évidemment, puisqu'il est au département de tutelle des communes, le Département de l'intérieur, il s'empresse de remettre sur le métier ce projet, cette fois dans l'autre sens, visant un transfert Ville-Etat. Tout cela, ce deuxième tableau, pour bien illustrer l'inconséquence chronique des magistrats dans ce domaine, que ce soit à la Ville ou à l'Etat.

J'en viens au premier acte de cette farce, qui débute il y a deux ans et concerne l'intérêt des communes qui paient 40% de subventions au SIS pour son fonctionnement mais n'ont pas leur mot à dire. On pourrait affirmer qu'il est bien légitime que ces collectivités aient leur mot à dire, surtout quand elles paient 40% de subventions. L'intérêt pour la question se manifeste par le biais de Pierre Hiltbold, président de l'Association des communes genevoises – un radical, mais cela ne joue aucun rôle ici. La Ville de Genève répond: «Pourquoi pas? Entrons en matière sur la question. Pourquoi ne pas imaginer, éventuellement, la création d'une entité intercommunale? A deux conditions: premièrement, ne pas toucher aux intérêts du personnel, et, deuxièmement, bien prendre en compte la valeur mobilière et immobilière du Service d'incendie et de secours.»

Deux ans de discussions plus tard – on arrive maintenant en 1999 et l'Etat s'en est mêlé entre-temps – le nouveau conseiller d'Etat Cramer, également en charge du Département de l'intérieur et qui a les communes sous sa tutelle, oriente la discussion sur la possibilité de création d'une fondation de droit public. Nous en venons au projet de «Sécurité civile Genève». Le SIS, qui est sous la houlette municipale, ne peut évidemment pas refuser l'entrée en matière, puisque son rayon d'action s'étend à l'ensemble du canton. Et c'est là qu'une première erreur

Résolution: guerre du feu

est commise: on adjoint au SIS la Protection civile. On se dit que l'on va faire une réforme sur la sécurité et parler de la Protection civile également. Je pense que c'est une erreur, mais je vais y revenir. Deuxième erreur – et ce n'est pas le magistrat Hediger qui va me contredire – on confie à des consultants extérieurs, qui ne connaissent rien à l'administration de la Ville de Genève ni de l'Etat, le soin de mener une enquête qui coûte fort cher pour savoir ce que l'on pourrait faire dans ce domaine. A ce stade, le contribuable se dit que c'est intéressant; pour une fois, un partenariat serait peut-être possible entre quelques collectivités.

J'en viens au deuxième acte: automne 1999. Premier tableau, première scène: inquiétude croissante des employés et des professionnels du SIS, peur, sans doute et à raison, d'être sacrifiés sur l'autel de la rationalisation. Les employés du SIS manifestent leurs inquiétudes à leur magistrat et également aux conseillers municipaux et à la population. Après deux ans, on a abouti à un projet rédigé par cette boîte de consultants, mais également par les trois secrétaires généraux des trois entités concernées, la Ville de Genève, l'Association des communes genevoises et le Département de l'intérieur. Il s'agit d'un projet intitulé «Sécurité civile Genève» et qui, dans ses grandes lignes, je vous le rappelle, prévoit la création d'un établissement de droit public autonome, reprenant donc les hommes et les biens de la Protection civile, des pompiers, donc de toutes ces institutions de sécurité, financé à 23% par l'Etat, 48% par la Ville et 29% par les communes, géré par un conseil d'administration, supervisé par un conseil de direction, par une direction elle-même divisée en cinq divisions – j'en passe. M. Hediger avait à l'époque fustigé à juste titre cette armée espagnole dont l'état-major était rempli de généraux mexicains et qui comptait peu de soldats.

Deuxième scène: la Ville réagit. La Ville, qui est-ce? Ce sont les services de M. Hediger, lesquels réagissent de façon interne en formant en quelque sorte une dissidence, puisque le Conseil administratif est représenté dans le projet de l'Etat par son secrétaire général. Mais à l'intérieur même de la Ville, on se demande qui dirige, qui commande. Un projet dissident naît, le projet «Sécurité civile intercommunale», à l'instigation, donc, de la Protection civile et de la Ville de Genève. Ledit projet propose, quant à lui, un partenariat entre la Ville et les communes uniquement, selon lequel les communes mettent en commun les moyens de la Protection civile et des pompiers; la Ville garde le contrôle politique, suivant une formule souple et allégée, comme état-major. Il faut dire que, à ce stade, les employés du SIS, que vous avez dû rencontrer au sein de vos partis lors de caucus, se sentent probablement un peu lâchés par leur magistrat, ou en tout cas pas forcément assez soutenus pour croire nécessaire, pour une fois, de faire la tournée des popotes, en quelque sorte, et de venir demander l'aide des autres parties. C'est tout à leur honneur et c'est bien qu'ils le fassent. On se demande aussi, à ce niveau-là – question lancinante aujourd'hui encore – quelle est la place des pompiers volontaires dans ce projet. Je vous rappelle également que le contexte n'est

pas très propice à une collaboration entre collectivités, puisque l'on parle à ce moment-là de fusion Ville-Etat, fusion refusée par l'écrasante majorité d'entre vous, moi y compris.

On assiste également à une sorte de pourriture des rapports entre la Protection civile cantonale et la Protection civile municipale, qui se regardent dès lors en chiens de faïence. Ce sont deux structures qui ont grandi l'une à côté de l'autre sans vraiment se connaître ni travailler ensemble. C'est une sorte de doublon. C'est là qu'intervient le pouvoir politique, avec le projet de budget 2000 – je vous le rappelle, on le recevait l'année dernière à la même époque – où le magistrat gonfle artificiellement les subventions des communes pour le Service d'incendie et de secours – peut-être une manière un peu maladroite de mettre la pression et de faire capoter, déjà à ce niveau-là, le projet. C'est à ce moment que l'on entend, en effet, le chœur des pleureuses de la cour Saint-Pierre qui, pour des raisons financières mais soi-disant aussi pour des questions de sécurité, rejettent les deux projets et s'apprêtent à les enterrer.

Nous en arrivons à la troisième scène de ce deuxième acte: la guerre des chefs entre le Service de la sécurité civile de l'Etat, celui de la sécurité civile de la Ville, l'Association des communes genevoises... J'en passe, et des meilleures. La guerre des chefs politiques aboutit à ce que l'Association des communes genevoises soutienne finalement le projet de l'Etat contre celui de la Ville.

(La présidence est momentanément assurée par M. Losio, vice-président.)

Le président. Monsieur Maudet, sans vouloir vous interrompre – je ne fais pas partie du chœur des pleureuses – vous avez épuisé votre temps de parole. Je vous prierai de bien vouloir conclure. Vous pourrez intervenir à nouveau au cours du débat.

M. Pierre Maudet. Je vais donc conclure. J'en arrive au troisième acte, et bientôt au quatrième; le rideau ne va pas tarder à tomber. Tout s'embrouille, tout s'emballe, la farce tourne au drame: le Conseil administratif interrompt les négociations au mois de mars. Il apparaît donc une fois de plus comme représentant la Ville de Genève qui, de manière arrogante, coupe court à toute discussion. Le contribuable se demande ce que l'on a fait de son argent, des consultants, des études, des projets évoqués; on se demande aussi où est le bon sens quand, quelques minutes après avoir quitté ce sujet en séance en mars, on va demander de l'argent au Fonds d'équipement intercommunal pour le nouveau Musée d'ethnographie. On parle de collaboration intercommunale quand cela nous

arrange, pour recevoir de l'argent. On voit un chantier qui est ouvert, des fonctionnaires qui ne sont pas écoutés, puisque, qu'il s'agisse des fonctionnaires de l'Etat ou de ceux de la Ville, les deux parties ont présenté un projet proposant des économies: 15 millions pour l'un, 13 millions pour l'autre, et les conseillers administratifs ferment la porte! On constate aussi...

Le président. Monsieur Maudet, je vous prie de bien vouloir conclure.

M. Pierre Maudet. Je conclus à l'instant, Monsieur le président. De nombreux projets intercommunaux sont en panne. Pour cette raison et également à cause de l'incurie, dirais-je, du Conseil administratif, des attermolements de l'Etat, en considérant également la responsabilité de l'Association des communes genevoises, nous pensons que cette résolution arrive à point nommé pour relancer le processus auprès des professionnels principalement, car la balle est dans leur camp. C'est à eux de mettre un terme à cette farce. Je vous invite donc à souscrire à cette résolution.

Préconsultation

M. Jean-Charles Lathion (DC). En novembre 1999, dans ce même parlement, le Conseil administratif et le Conseil municipal s'élevaient ensemble contre la proposition de fusion Ville-Etat faite par le Conseil d'Etat de façon quelque peu cavalière, reconnaissons-le. C'était l'occasion, pour de nombreux conseillers municipaux, de rappeler l'histoire, la Constitution et j'en passe. Nous étions cependant tous d'accord sur le fait que, si la fusion était inadmissible, il y avait d'autres moyens d'augmenter l'efficacité de l'administration et de supprimer les doublons. Certains ont évoqué la collaboration intercommunale, d'autres ont dit qu'il fallait renforcer la complémentarité entre les services de l'Etat et de la Ville, d'autres encore ont rappelé certains doublons et ont plaidé en faveur de la réunion des forces Ville-Etat. Nous voilà aujourd'hui devant un fait concret.

L'administration de l'Etat pense que l'on peut rationaliser les services de la sécurité civile à Genève; les services de la Ville ont également des propositions toute prêtes. Alors, qu'allons-nous faire? La tentation serait grande, en cette période où l'on sort à peine des chiffres rouges, de se dire que, finalement, nous pouvons continuer à entretenir plusieurs services sans nous poser de questions, à acheter du matériel et des véhicules – à la Ville comme à l'Etat – à oublier que nous vivons dans un petit canton, qui se traverse assez rapidement, et à dépenser sans compter. Chacun pourrait continuer à défendre son pré carré aux frais du contribuable.

Le PDC, qui persiste à penser que les dettes de la Ville et de l'Etat sont trop importantes, ne saurait souscrire à une telle attitude. Plus que jamais, nous devons donner la preuve que nous sommes un parlement responsable et que nous appliquons une gestion intelligente en période de restriction budgétaire comme lorsque apparaît l'embellie. Lors de la présentation du budget, d'ailleurs, M^{me} Micheline Calmy-Rey, notre ministre des Finances à l'Etat, a rappelé qu'il était plus difficile de faire des économies et de respecter la rigueur budgétaire lorsque l'argent rentrait. Il en va de même à la Ville de Genève. Le boni de 4,4 millions de francs annoncé par le Conseil administratif dans le projet de budget 2001 et le retour non confirmé encore de ce que l'on appelle les vaches grasses ne sont pas des raisons d'oublier notre 1,825 milliard de dettes, les intérêts de cette dette et la nécessité d'adopter une politique budgétaire cohérente et rationnelle, notamment en ce qui concerne l'organisation des services de l'Etat et de la Ville. C'est la raison pour laquelle nous sommes résolument favorables à cette résolution et que nous encourageons tous les groupes à la soutenir.

(La présidence est reprise par M. Bernard Paillard, président.)

M. André Hediger, conseiller administratif. Même si cette résolution vient comme la grêle après les vendanges, je vais tout de même vous expliquer ce qui s'est passé. Il ne s'agissait pas d'une farce. On veut avoir la mainmise sur un service qui est le fleuron de la Ville de Genève et intervient tous les jours pour des sinistres importants, tels que le feu, les pollutions chimiques et autres, les inondations ou les coups de vent.

C'est lors d'une rencontre avec l'Etat et l'Association des communes genevoises (ACG), il y a plusieurs années, que le Conseil administratif avait estimé qu'il fallait examiner, avec un groupe de travail, s'il y avait des doublons en matière de sécurité. Bien entendu, l'idée n'était pas nouvelle, et moi-même je l'ai défendue, en disant qu'il s'agissait de voir dans quelle mesure des solutions pouvaient être trouvées entre les professionnels du SIS, les pompiers volontaires de la Ville et des communes, l'aéroport et le CERN où il y a aussi des pompiers. A ce moment-là, j'étais conseiller municipal et, devenu conseiller administratif, j'ai eu des entretiens avec le CERN pour voir s'il existait des solutions. Mais le CERN et l'aéroport pratiquent des types d'intervention tout à fait spécifiques face à des dangers totalement différents. Un regroupement, au niveau de la tactique, du matériel et de l'instruction, s'avérait donc irréalisable.

L'idée que j'avais émise dans les années 80 a été reprise par le président de l'ACG, le radical Pierre Hiltbold, lors d'une sortie de cette association avec tous les maires. Ce projet a ainsi progressé dans un bar, un soir à Bruxelles; il faut le

dire pour être au clair quant à la manière dont les choses se passent. J'étais moi-même absent à cette occasion-là et je le mentionne parce que c'est vrai. Nous avons entamé ce processus entre la Ville, l'Etat et les communes, non pas en vue de regrouper les différents acteurs de la sécurité civile, mais plutôt, en ce qui concernait la Ville de Genève, de déterminer si un regroupement permettait de conserver un niveau de sécurité au moins équivalent au niveau actuel. Il s'agissait de voir dans quelle mesure les coûts pouvaient être réduits.

Au lieu d'un débat serein sur la comparaison des différents scénarios, la discussion a dès le début été menée par une maison extérieure que l'on nous a imposée, Blanc Consultants SA de Lausanne. Ce cabinet de consultants ne nous a jamais demandé notre avis, alors qu'il ne savait pas du tout en quoi consistait une intervention de pompiers. Il a formé des groupes de travail constitués d'un certain nombre de collaborateurs, aussi bien du Service d'incendie et de secours que de la Protection civile de la Ville de Genève; j'ai dû imposer que les pompiers volontaires, et notamment le capitaine de l'une des compagnies de la Ville, qui est également président de la Fédération genevoise des pompiers volontaires, puissent participer à ce groupe de travail. Le but, avoué d'entrée, était de modifier les structures sans vraiment étudier l'impact de ces mesures, et mes collaborateurs, hommes de terrain, n'ont jamais été écoutés.

Voilà comment, au fil des mois et même des années, le mécontentement s'est accru parmi les professionnels. Le projet émanant, comme le relève la résolution, non pas du groupe de travail mais des trois secrétaires généraux, a été vivement rejeté, principalement par les collaborateurs directs que je viens de citer, c'est-à-dire les responsables sur le terrain, mais également par l'ensemble des collaborateurs de la Protection civile de la Ville de Genève et du Service d'incendie et de secours. J'ai tenu au courant le personnel, au fur et à mesure de l'évolution du dossier durant ces dernières années. Je le souligne, puisque M. Maudet ne l'a pas dit. Quant aux collaborateurs cantonaux de la Protection civile, ils n'ont jamais été associés à aucun projet. C'étaient les technocrates et la maison de consultants qui commandaient.

Rappelons que les principaux motifs, pour nous, de rejeter ce projet émanant des technocrates et du groupe de travail étaient que notre avis n'était pas pris en compte et que le niveau de sécurité était abaissé; en effet, les effectifs du Service d'incendie et de secours auraient été diminués de 70 pompiers professionnels dans les sept ou huit ans à venir. Par ailleurs, on nous proposait une structure avec 83 personnes au sommet, ce qui me l'avait fait comparer à l'armée mexicaine; je le dis à M. Maudet, qui fait son école de lieutenant en ce moment. Ce genre d'armée, moi, je n'en voulais pas. Nommer 83 personnes au sommet sans engager un pompier: ce genre de structure est impensable pour un Service d'incendie et de secours. Bien entendu, on pouvait penser que l'on faisait des économies grâce à la

diminution des effectifs et donc de la masse salariale; mais ces économies n'ont jamais été prouvées, car on n'a jamais eu les chiffres réels correspondant. En réalité, selon moi, et je le redis aujourd'hui, les projections financières étaient erronées. Ce que l'on voulait, c'était prendre la direction des pompiers professionnels de la Ville de Genève et des compagnies volontaires. Par ailleurs, je répète encore que ce projet cantonal avec l'Association des communes ne tenait aucunement compte des remarques émises par les gens du terrain.

Le président. Monsieur Hediger, je me permets de vous rappeler que dix minutes sont passées.

M. André Hediger, conseiller administratif. Ce groupe de travail comprenant des collaborateurs de la Ville de Genève a donc élaboré un contre-projet sur la base d'un partenariat et envisageant d'autres solutions. Par ailleurs, de nombreuses personnes et beaucoup de conseillers municipaux m'ont soutenu en tant que représentant de la Ville de Genève. Je n'entendais pas en effet que notre commune, qui représente la moitié de la population du canton, se voie imposer par 44 autres communes un point de vue qu'elle ne partage pas. Alors voilà, ni une amélioration qualitative, ni une amélioration quantitative n'ont pu être prouvées dans ce qui avait été proposé.

A trois reprises, si je ne me trompe pas – deux avec l'ancienne composition du Conseil, et une avec la nouvelle – le Conseil administratif a rencontré les gens qui travaillent sur le terrain pour la Ville de Genève. Je rappelle aussi que, en 1999, l'Etat avait voulu absorber la Ville de Genève et que nous avons tous réagi face à cette tendance. C'est pour cela que je vous demande de refuser cette résolution. Le 19 juin 1999, le Conseil administratif rencontrait des représentants de l'ACG et établissait un programme de travail; moi-même, j'aurai vendredi matin une entrevue avec l'ACG au sujet de la continuité de la convention et d'une amélioration de celle-ci. Je rappelle que ce n'est pas moi...

Le président. Douze minutes, Monsieur Hediger!

M. André Hediger, conseiller administratif. Oui, mais si on ne peut pas expliquer, Monsieur le président...

Le président. Monsieur Hediger, il y a un règlement qui s'applique à tout le monde...

M. André Hediger, conseiller administratif. M. Maudet a parlé beaucoup plus longtemps que moi.

Le président. Vous n'êtes pas auteur de l'objet traité!

M. André Hediger, conseiller administratif. Tout cela pour dire que l'octroi des 500 000 francs supplémentaires a été décidé par les communes, alors que M. Maudet prétend que j'ai gonflé le budget 2000 de la subvention des communes. Nous allons discuter vendredi de l'établissement d'une nouvelle convention afin d'améliorer la participation financière des communes. Il y aura ensuite une autre réunion entre le Conseil administratif et l'ACG pour discuter des problèmes de sécurité.

Alors, Mesdames et Messieurs, la hache de guerre n'ayant jamais été déterrée, je ne vois pas pourquoi elle devrait être enterrée aujourd'hui! Ce n'est pas nous qui avons mené toute cette polémique ni qui avons voulu faire main basse sur quelque chose. Nous étions prêts à discuter et à examiner la situation. Mais, je le redis ce soir, je n'entendais pas remettre en question la sécurité dans notre ville et dans notre canton, et je n'ai pas accepté que le comité de l'ACG prenne rendez-vous avec la direction du Service d'incendie et de secours sans me tenir au courant. Moi, je ne vais pas chez vous, Monsieur Maudet, pour m'imposer. Vous faites ce que vous voulez dans votre appartement, laissez-nous faire ce que nous entendons dans un domaine qui est du ressort de la Ville de Genève. (*Brouhaha.*)

M. Daniel Sormanni (S). Je dois dire que cette résolution, qui date d'un certain temps, c'est le moins que l'on puisse dire – enfin, c'est probablement la faute des conseillers municipaux si l'on n'a pas pu la traiter avant – est totalement obsolète. Finalement, elle l'était déjà au mois de mars, il faut être tout à fait clair. Je crois avoir déjà dit dans ce Conseil municipal que le projet élaboré par ce groupe de travail ne tenait pas du tout la route.

M. le magistrat a exposé un certain nombre de considérations, mais il y en a encore un certain nombre d'autres à mentionner. D'abord, il ne faut pas confondre la sécurité active et ceux qui établissent les normes de sécurité; on ne peut pas avoir la même instance qui édicte les normes de sécurité et qui procède aux contrôles et aux interventions. C'est totalement inadéquat et c'est malheureusement ce qu'a voulu faire le Canton en pensant qu'il allait réaliser des économies, lesquelles étaient, je crois, totalement fictives. Effectivement, il me paraît que cette résolution tombe complètement à côté de la plaque aujourd'hui. Je ne dis

toutefois pas qu'il ne doit pas y avoir un certain nombre de discussions à l'avenir afin de voir dans quelle mesure on peut envisager certaines possibilités de rationalisation.

On a remué toute cette problématique pendant un certain temps et la montagne a accouché d'une souris – parce qu'il faut bien le savoir: il ne reste quasiment rien du projet «Sécurité civile Genève» aujourd'hui, sinon une miniréorganisation de certains services de l'Etat, et c'est tout. Alors, laissons l'Etat réorganiser ses services, jusqu'au jour où il y aura une volonté d'aller un peu plus loin vers une collaboration intercommunale par rapport à l'objectif principal – laquelle, me semble-t-il, nous a été décrite par l'un des principaux résolutionnaires, en tout cas celui qui est intervenu tout à l'heure, M. Maudet. Monsieur le président, vous lui transmettez que le SIS, qui se trouve historiquement appartenir à la Ville de Genève, et les problématiques de la Protection civile ou de la sécurité civile du Canton ou des normes de sécurité dans les bâtiments liées à la police des constructions sont deux choses totalement différentes. Elles ne peuvent se mélanger, et je crois qu'il faut laisser du temps au temps et laisser l'Etat finir sa réorganisation en ce qui concerne les normes de sécurité, avant de voir s'il y aura à l'avenir des possibilités de collaboration encore plus intense avec les communes genevoises par rapport à la problématique du Service d'incendie et de secours, à savoir la sécurité assurée par les pompiers.

Alors, finalement, je ne vois pas ce que l'on veut faire de cette résolution. A mon avis, la meilleure chose serait de la rejeter et de l'envoyer à la poubelle. Je ne sais pas si certains veulent tout de même la renvoyer en commission, pour perdre encore un petit peu plus de temps. En tout cas, on n'avancera en rien, et je ne crois pas que c'est comme cela que nous améliorerons ou que nous rationaliserons un certain nombre de services. A mon avis, cette résolution tombe donc totalement à côté de la plaque. *A priori*, je dirais plutôt qu'il faudrait la rejeter. Mais, si vous voulez la renvoyer à la commission des sports pour faire encore un petit brainstorming, libre à vous.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Monsieur Maudet, je vais vous parler sur le même ton que celui avec lequel vous avez évoqué le Conseil administratif. En préambule, j'ai envie de vous dire que vous êtes un impertinent. En effet, le ton que vous avez utilisé et qui est souvent le vôtre lorsque vous vous adressez au Conseil administratif dépasse parfois les limites d'une certaine courtoisie.

Deuxième conseil que je pourrais vous donner, Monsieur Maudet: faites attention lorsque vous critiquez les magistrats, parce qu'il pourrait vous arriver un jour d'en être un, vous qui avez des ambitions politiques extrêmement impor-

tantes; alors, méfiez-vous de ce que vous dites à propos des magistrats professionnels, que ce soient ceux de la Ville, ceux des communes ou ceux du Canton.

Monsieur Maudet, vous êtes l'homme des projets oiseux, et je vais vous dire pourquoi: les deux projets dont vous nous faites part régulièrement, à savoir la fusion Vaud-Genève et le lynchage du SIS, je n'en donne pas cher pour le futur.

J'aimerais aussi rappeler ici qui dirige la Ville, Monsieur Maudet. Ce ne sont pas les secrétaires généraux ni le secrétaire général de la Ville de Genève, comme mon collègue André Hediger l'a dit tout à l'heure. Qui dirige la Ville? Eh bien, vous avez ici quatre membres du Conseil administratif qui représentent le gouvernement de la Ville – M. Vaissade étant momentanément absent. C'est nous qui dirigeons la Ville. Ce n'est pas la fonction publique, et encore moins des secrétaires généraux, *a fortiori* s'ils viennent de collectivités publiques différentes, à savoir du Canton en l'occurrence, qui dirigent le Conseil administratif.

Monsieur Maudet, lorsque vous parlez finances, vous devriez vous renseigner un petit peu. En effet, la proposition telle qu'elle émanait des secrétaires généraux et des consultants représentait une économie de 15 millions de francs. 15 millions pour qui? Vous ne l'avez pas dit clairement: c'était 15 millions pour l'Etat, et non pas pour la Ville de Genève, qui n'y gagnait rien dans cette affaire.

J'aimerais vous dire encore quelque chose à propos de la participation financière des communes. C'est le même principe que celui d'une assurance risques. Nous proposons un service: le SIS doit couvrir tous les risques potentiels de l'ensemble du canton. Il est par conséquent absolument normal que nous fassions payer cette assurance à tous les citoyens et citoyennes, respectivement aux communes, parce que nous assurons une permanence qui constitue la base de ce service. Et c'est peut-être cela que les communes n'ont pas encore véritablement compris.

Lorsque vous parlez d'incurie, Monsieur Maudet, très franchement, je crois qu'il faut d'abord vous prendre par le bout du nez et peut-être ensuite analyser un peu plus clairement les choses. Je sais que la famille radicale est puissante dans les communes, je sais que le projet a été concocté par M. Hiltpold, président radical de l'ACG à l'époque, et que tout cela vous touche de très près. Cependant, vous devriez savoir qu'en matière de ressources humaines, lorsque vous faites des modifications de structures dans n'importe quelle entreprise – service, compagnies diverses – eh bien, il faut avoir l'accord du personnel. Si vous allez contre la volonté du personnel, vous savez très bien que votre projet est voué à l'échec. J'ai appris tout à l'heure que vous étiez en train de faire votre école d'officier ou que vous payiez vos galons d'officier; eh bien, vous devriez savoir que la contrainte n'apporte rien, il faut convaincre. Et, dans cette affaire, nous n'étions pas convaincus par les arguments de l'Etat.

Il y a quelques années – vous n'étiez peut-être pas encore au Conseil municipal, Monsieur Maudet – une proposition extrêmement intelligente avait été faite par le groupe des Verts: elle consistait à transférer au Canton le Service social, qui dépend d'un département à l'époque présidé par mon collègue radical Michel Rossetti. J'entends encore ici les cris d'orfraie que poussaient les radicaux et le conseiller administratif Michel Rossetti à propos de la conservation du «service radical» du Service social. Eh bien, le groupe radical de l'époque n'a pas pipé mot, c'était le silence radio.

Alors, Monsieur Maudet, j'ai envie de vous dire pour terminer votre mauvaise pièce tragi-comique que vous devriez de temps en temps relire non pas seulement une partie mais la totalité du *Mémorial*, lequel retrace ce qui se déroule dans ce Conseil municipal. (*Quelques applaudissements.*)

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). Nous avons reçu ce soir beaucoup de détails et de nouveaux éléments. Je dirai simplement que la commission des finances et la commission des sports et de la sécurité avaient étudié ce problème à la fin de la précédente législature. Nous avons auditionné tous les services et toutes les personnes concernées, qui nous avaient fourni de nombreux renseignements. Et puis nous avons été stoppés tout à coup, on peut dire que nos efforts sont restés lettre morte. Les commissions des sports et de la sécurité et des finances ont décidé d'arrêter de discuter de ce problème, puisque cela a l'air d'être le «petschi» complet, pour parler français!

Je pose donc maintenant la question suivante aux résolutionnaires: ne devrait-on pas renvoyer cette résolution aux deux commissions qui discutaient du problème afin d'obtenir d'autres informations? On pourrait peut-être aussi tirer un trait et écarter les fausses données. Vous pouvez demander ce qu'ils en pensent aux membres de ces deux commissions présents à la dernière séance où ce sujet a été évoqué; ils seraient incapables de dire où nous en étions et ce qui allait se passer. Nous avons auditionné les responsables de l'Etat, et c'était presque deux mondes différents. On se demandait s'ils se comprenaient ou s'il y avait un malentendu quelque part. En tant qu'ancien syndicaliste et ancien représentant du personnel, je peux vous dire que, à un moment donné, je ne savais pas où j'étais!

C'est aux résolutionnaires de prendre la responsabilité suivante: proposez-vous à M. le président de renvoyer cette résolution à la commission des sports et de la sécurité et à la commission des finances, lesquelles pourront ainsi poursuivre leur travail et auditionner le département, qui a l'air d'avancer à ce sujet et se réunit toutes les semaines ou toutes les deux semaines? Je pose la question parce que, moi, je suis incapable de dire ce que l'on fait. Voilà, Monsieur le président, si vous pouvez interroger les résolutionnaires, merci!

M. Damien Sidler (Ve). Sans vouloir revenir sur les moments difficiles de ces dernières années, les Verts tiennent à marquer leur désapprobation concernant la décision du Conseil administratif de cesser toute discussion avec l'Etat sur la possibilité de regrouper les forces de sécurité civile existantes. Une telle réaction, de la part d'un exécutif, nous pousse à croire que le sujet mérite réellement réflexion. Celle-ci avait d'ailleurs été amorcée par la commission des sports et de la sécurité, laquelle avait auditionné les différentes parties. Tant le projet de l'Etat que celui élaboré par les services concernés de la Ville nous avaient semblé comporter des points intéressants. Malheureusement, l'esprit de clocher présent de part et d'autre empêche un échange d'idées profitable. Nous sommes d'avis que seul un travail constructif d'un groupe représentant toutes les parties, y compris la Ville et ses services, permettra d'aboutir à une solution intéressante pour tous.

Les autorités zurichoises n'ont pas réussi, dans leur tentative de fusion des polices, à trouver une solution réunissant les différents protagonistes, et elles voient actuellement leur projet opposé à une initiative populaire. Mais peut-être que, finalement, la gestion de ce genre de projets sort des compétences de nos exécutifs et que seule la voix populaire pourra amener une décision respectée, même si elle n'est pas optimale. Nous voterons le renvoi de la résolution au Conseil administratif.

M. Pierre Maudet (R). Je répondrai principalement à M. Lyon, qui m'a posé une question tout à l'heure au cours de son intervention. Vous avez relevé vous-même le manque fréquent d'informations quant à ce dossier. Il est peut-être opportun, effectivement, de renvoyer cette résolution à la commission des sports. En tout cas, j'y souscris en tant que résolutionnaire.

J'aimerais encore répondre à M. Pierre Muller, grand donneur de leçons à la droite de l'Eternel. Effectivement, j'aime lire le *Mémorial*, c'est même un magistrat qui me l'a appris en me reprenant un jour et en m'encourageant à le faire. Je trouve cette lecture très instructive. Cela dit, si je dois, moi, relire la totalité du *Mémorial*, je vous recommande à vous, puisque, paraît-il, vous dirigez la Ville, de relire le rapport du Conseil administratif à l'appui du projet de budget 2001 que nous avons reçu. Vous y inscrivez une participation financière des communes au fonctionnement du SIS pour 2001 de 91 millions de francs, ce qui équivaut à trois fois le budget du SIS. Je vous invite donc à relire déjà vos propres documents, avant de venir nous donner des leçons.

Je répondrai ainsi à M. Sormanni, s'il veut bien m'écouter, et au groupe socialiste quand il parle de la fusion des communes et de la fusion de la Ville de Genève et de l'Etat. On peut à loisir se gargariser de communauté urbaine, de rapprochement sur certains sujets entre les communes, mais, un jour ou l'autre, il faut entrer dans le concret. Et cet objet-là représente un bon sujet pour entrer dans le

concret. A Lyon, la communauté urbaine a pris en charge tout le domaine de la sécurité et tout particulièrement celui des pompiers; nous pouvons aussi nous inspirer de ce qui s'est fait dans la région de Lausanne.

Enfin, Monsieur Muller, vous me pardonnerez mon ton irrévérencieux pour une dernière piterie. Je m'excuse, surtout auprès de M. Hediger; je suis vraiment désolé de vous déranger chez vous dans «votre» Service d'incendie et de secours, comme cela vous ne viendrez pas me déranger chez moi, ni dans «mon» Service social. Je vous rappelle que vous n'êtes pas propriétaires de la Ville de Genève; vous en êtes les gérants, tout au plus les bons gérants, et il semble que cela devait être rappelé. Enfin, je vous invite encore une fois à renvoyer cette résolution à la commission des sports et de la sécurité.

M. Bernard Lescaze (R). M. Maudet a parlé de farce tout à l'heure. Effectivement, vous venez d'entendre de la part du Conseil administratif – ou plus exactement de deux de ses membres – une véritable comédie telle que l'on en a rarement entendu. Nous apprenons que M. Hediger est propriétaire du Service du feu, qu'il considère ce service public, payé avec nos deniers, comme le sien, et que, quand on essaie de faire honnêtement, gentiment, sa tâche de conseiller municipal, on le dérange. Heureux de le savoir! Alors, il faut qu'il s'attende à être davantage dérangé.

Quant à M. Pierre Muller, il semble avoir perdu la mémoire. Je me souviens aussi de lui en tant que conseiller municipal, lui qui essaie maintenant de donner des leçons à M. Maudet. Placé là, à l'extrême droite, à la droite de M. de Freudenreich, il donnait des leçons et tirait sur M. Hediger, non pas à boulets blancs mais à boulets rouges. Alors, bravo, Messieurs de la gauche et de l'Alternative, pour avoir applaudi M. Muller. On assiste véritablement à un chassé-croisé et à des entrechats. C'est comique; malheureusement, il y a aussi des services publics en jeu.

Je pense que la résolution que non seulement notre collègue Maudet mais l'ensemble du groupe radical a déposée mérite d'être étudiée à la commission des sports et de la sécurité, au-delà de ce petit vaudeville. (*Quelques applaudissements.*)

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Ecoutez, Monsieur Lescaze, je ne sais pas si j'ai la mémoire qui flanche, mais en tout cas la vôtre est parfois un peu fumeuse. Je me souviens très bien de ces quatre ans et demi passés sur ce banc, non pas à l'extrême droite, à la place où est M. de Freudenreich, mais précisément à celle où se trouve M. Schweingruber. Et je me souviens aussi qu'en 1991 j'ai présidé la commission des sports et de la sécurité, que j'ai fait la connaissance

de M. Hediger à cette occasion et que, cette année-là, j'ai eu beaucoup de plaisir à la présider. En effet, j'ai trouvé que le Service d'incendie et de secours était un service intéressant, que ce qui s'y passait était passionnant, et j'ai appris beaucoup de choses. Je me souviens aussi avoir fait quelques critiques, parce que c'était mon devoir de conseiller municipal, mais pas d'avoir tiré à boulets rouges sur le conseiller administratif André Hediger à l'époque.

Pendant, Monsieur Lescaze, sachez que, lorsque l'on est à la tête d'un département, au gouvernement de la Ville, il est parfaitement normal – honorable, même – de défendre ses ouailles. La Ville et le département des finances ne m'appartiennent pas personnellement, mais je défends mes fonctionnaires. Oui, «mes» fonctionnaires du département des finances! Pendant quelques années, j'ai eu le plaisir d'être à la tête des ressources humaines en tant que responsable du département des finances, et je défendais également tous les fonctionnaires, tous mes fonctionnaires. Je crois que c'est normal et que c'est ainsi que cela doit se passer. Cela n'empêche pas que, lorsqu'il y a des critiques à faire à ses fonctionnaires, on les prenne entre quatre yeux pour leur expliquer les choses. Mais ici, devant le Conseil municipal, vous n'entendrez jamais, du moins je l'espère, un membre du Conseil administratif – en tout cas pas moi – critiquer publiquement les fonctionnaires de la Ville de Genève.

En l'occurrence, le Service d'incendie et de secours est l'un des fleurons de notre administration, et il est parfaitement normal que nous l'ayons gardé. J'en suis très fier, et je sais qu'il nous en est parfaitement reconnaissant.

M. André Hediger, conseiller administratif. Je voudrais dire à MM. Lescaze et Maudet que j'ai employé une image lorsque j'ai dit que je ne venais pas me mêler de ce qu'ils faisaient chez eux! Acceptez-vous, Messieurs les radicaux, que 44 communes dictent à la Ville, qui représente la moitié de la population de ce canton, ce qu'elle a à faire? Estimez-vous cela normal? Est-ce normal de prendre rendez-vous avec les cadres et les responsables du Service d'incendie et de secours sans m'avertir, en tant que responsable de ce département, ni le Conseil administratif? Acceptez-vous cela? Moi pas. C'est pour cela que j'ai dit tout à l'heure que je n'accepterai pas que l'on vienne me dicter comment je dois agir par rapport aux services de mon département. Je suis prêt, si l'on passe par mon intermédiaire, à discuter et à examiner des propositions. C'est cela que j'ai voulu vous expliquer auparavant.

Je suis conseiller administratif depuis des années et des années et quand je suis arrivé en 1987, la participation des communes était de 1,2 million de francs. Ce montant s'élève maintenant à 9,5 millions, ce qui représente à peu près 40% du budget du Service d'incendie et de secours, c'est-à-dire, l'un dans l'autre, 35 à 40% des interventions, celles que nous faisons dans les communes. Depuis 1987, j'ai

soumis, année après année, le budget et tous les crédits d'achat de matériel à une commission technique présidée par le président de l'Association des communes. Le Service d'incendie et de secours a donc donné les renseignements et montré tous les documents nécessaires à l'Association des communes et aux représentants du Conseil d'Etat, qui participent aussi à ce groupe de travail d'étude du budget et des crédits d'investissements.

C'est pour cela que je voulais rectifier les propos tenus tout à l'heure, selon lesquels l'ACG accepte de financer le SIS sous réserve d'avoir son mot à dire. Or elle dit son mot depuis des années! Je crois que le problème se situait beaucoup plus au niveau de certaines personnes qui souhaitaient prendre la direction du Service d'incendie et de secours, comme l'a dit M. Maudet – il doit connaître cela mieux que moi. Les cinq conseillers administratifs ont dit non à l'unanimité, car nous avons estimé que le statu quo était meilleur sur le plan opérationnel pour le Service d'incendie et de secours. Du reste, cela a calmé les esprits de nos collaborateurs. Au niveau financier, je le redis, une autre structure aurait été beaucoup plus onéreuse pour la Ville de Genève.

Des contacts ont été établis entre le Service d'incendie et de secours et les compagnies de volontaires en vue d'une coordination lors de sinistres importants. J'ai fait en sorte que les contacts s'établissent entre la Fédération des pompiers volontaires et le Service d'incendie et de secours et ils devraient se renforcer avec le temps. Telle a peut-être été la conséquence positive de toutes les discussions qui ont eu lieu autour de ces deux projets. Cela a renforcé la collaboration des pompiers professionnels et des pompiers volontaires.

M. Michel Ducret (R). Il est certainement froissant de se faire brûler la politesse par des gens qui, bien qu'ils paient, ne sont pas ceux qui commandent. Bien sûr! Mais au-delà de ce phénomène, de l'impertinence de mon jeune camarade, des certitudes confites de M. le conseiller administratif Hediger et de ses collègues de l'exécutif, je crois qu'il ne faut pas oublier, Mesdames et Messieurs, que tout notre système communal a été construit dans un contexte où Genève constituait la ville, et le reste, hormis peut-être Carouge, la campagne. Cette situation n'est plus. Nous sommes au centre d'une conurbation importante, où la ville et les grandes communes périphériques se rejoignent en un seul milieu urbain, un seul destin. Cela sans oublier que cette continuité se prolonge encore au-delà du canton, en France, notamment et aussi, pour faire plaisir à M. Maudet, dans le canton de Vaud.

Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, c'est une bonne raison pour au moins se poser des questions, surtout pour ceux qui, nombreux dans cette assemblée, disent que la culture ne peut plus être à la seule charge de notre com-

mune-centre, notamment quand il s'agit de financer la construction du nouveau Musée d'ethnographie. Ceux-ci doivent se poser des questions avec nous quant au rôle et au fonctionnement des services de sécurité communaux, et avant tout quant à leur financement.

Pour nous, au fond, peu importe qui commande. Ce qui nous préoccupe en premier lieu, c'est la dispersion des sommes prélevées dans nos porte-monnaie, dans vos porte-monnaie, que l'on soit citoyen de la Ville ou d'une autre commune. Voilà le vrai problème qu'il ne faut pas perdre de vue. Si nous ne bougeons pas, nous risquons d'y perdre beaucoup, pas seulement moi ou le groupe radical, mais nous tous. Nous n'avons rien à gagner à faire une guéguerre alors que cette résolution vous invite à une réflexion.

M. Jean-Charles Lathion (DC). En novembre 1999, lorsque nous disions non à la fusion Ville-Etat, nous disions oui à une collaboration interservices Ville-Etat. Or je m'aperçois que le magistrat en charge de ce dossier est pratiquement fermé à cette collaboration. J'aurais aimé, comme l'ont d'ailleurs dit tout à l'heure nos collègues écologistes, qu'il y ait au moins un signe d'ouverture. Mais je me rends compte que l'on défend en fait son fleuron, son pré carré, alors que nous serions quand même en droit d'attendre une certaine ouverture de la part du Conseil administratif, ainsi que c'est le cas dans d'autres secteurs comme par exemple la culture, où l'on voit des collaborations se mettre en place entre la Ville et l'Etat et produire leurs effets positifs. Alors pourquoi cela ne serait-il pas possible dans ce secteur? C'est une question que je me pose, et l'attitude du magistrat en la matière m'attriste.

M. Jean-Charles Rielle (S). Je trouve que l'on assiste ce soir à quelque chose d'assez grave, c'est-à-dire à une volonté délibérée de certains de démanteler un des services importants de la Ville. Pour rappel historique, il faut signaler que c'est le Canton qui a créé les doublons, et pas la Ville. Souvenons-nous qu'il n'y a effectivement pas de pompiers au niveau du Canton et que, à ce titre-là, nous avons un service qui est le fleuron de notre ville, comme l'a rappelé M. Hediger. S'il y a des aménagements à faire, le Canton est assez grand pour voir avec le service considéré, sans passer par le biais de certains politiciens à l'insu du magistrat en visant à provoquer une certaine déstabilisation.

Je l'ai déjà dit dans cette même enceinte: si j'ai une famille et qu'un jour un incendie éclate, je préfère que ce soient les pompiers de la Ville de Genève, formés comme ils le sont, qui viennent me sauver, plutôt que des fonctionnaires sur des chaises à roulettes, lesquels fomentent des plans pour essayer de prendre le pouvoir sur un des services extrêmement performants de notre Ville.

Alors, ces personnes au Canton qui désirent que l'on soit un peu plus performants, elles n'ont qu'à venir discuter en professionnels avec le service considéré; il n'est pas besoin de passer par des résolutions de type politique. Je crois, à ce titre-là, qu'il n'est pas question de démanteler ce service et, en ce qui me concerne en tout cas – je parle en mon propre nom – je rejeterai cette proposition. En effet, dans le cas présent, il s'agit peut-être de négocier avec le Canton, mais entre professionnels d'un service qui doit rester strictement professionnel, vu la sécurité qu'il doit assurer. (*Quelques applaudissements.*)

Mise aux voix, la prise en considération de la résolution est acceptée à la majorité (quelques oppositions et 2 abstentions).

Mis aux voix, le renvoi de la résolution à la commission des sports et de la sécurité est accepté à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

8. Motion de MM. Didier Bonny, Jean-Charles Lathion et M^{me} Alexandra Rys: «Convaincre plutôt que contraindre: pour un dimanche sans voitures» (M-89)¹.

PROJET DE MOTION

Considérant que:

- l'Italie a connu plusieurs expériences positives de dimanches sans voitures;
- il faut convaincre les citoyens, et non les contraindre, d'utiliser d'autres moyens de transport que la voiture;

le Conseil municipal invite le Conseil administratif à déplacer la journée sans voitures du vendredi 22 au dimanche 24 septembre 2000.

M^{me} **Alexandra Rys** (DC). Je vous l'avais annoncé au printemps déjà, je tiens ma promesse. Le groupe démocrate-chrétien ne se lassera pas de dire que, en matière de changement d'habitudes quant aux modes de transport, il faut convaincre et non pas contraindre. Nous l'avions dit, nous le répétons: une journée sans voitures en plein milieu de la semaine, qui bouscule les habitudes d'une manière que certains trouvent extrêmement déplaisante, n'aide pas à faire réfléchir la population sur des modes de déplacement alternatifs et ne lui permet en tout cas pas de redécouvrir sa ville en utilisant ces derniers.

¹ «Mémorial 157^e année»: Urgence refusée, 4075.

Motion: un dimanche sans voitures

Certains le regretteront peut-être, mais nous pensons qu'il vaut mieux commencer doucement et être sûrs d'arriver quelque part que de dresser tout le monde contre un projet. C'est pourquoi nous préférons de très loin commencer par des dimanches sans voitures, en l'espèce un dimanche sans voitures. Nous connaissons l'exemple de l'Italie: c'est exactement ce qu'ils ont fait. Il y a eu très peu de dimanches sans voitures tout d'abord, puis davantage, et cette année, Milan se réjouit même, apparemment, d'avoir un vendredi sans voitures. Ils ont fait leur chemin et leur apprentissage de ce type d'expériences, et c'est une voie que nous devrions suivre. Je rappellerai d'ailleurs que, dans la charte européenne de la journée sans voitures, inciter la population à réviser son comportement en matière de transport est une priorité placée très haut dans la liste. Nous ne pensons décidément pas que c'est en parachutant comme cela une journée sans voitures en plein milieu de la semaine que l'on va inciter les gens à réfléchir intelligemment sur leur moyen de transport.

En ce qui concerne la motion que vous avez sous les yeux, nous avons déposé tout à l'heure un amendement. Puisque nous sommes aujourd'hui à douze jours de cette journée sans voitures, il n'est bien sûr pas question de la déplacer du 22 au 24 septembre. Notre proposition concerne donc l'année prochaine. Etant donnée la date à laquelle cette motion est traitée, notre amendement consiste à modifier l'invite ainsi:

Projet d'amendement

«Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à tenir, dès 2001, la journée sans voitures un dimanche.»

Préconsultation

M. François Henry (L). Le groupe libéral a longuement étudié le texte de la motion N° 89. Je dois dire que les avis divergeaient parfois sur la forme de la problématique, mais pas quant au fond. L'écologie est devenue de par la force des choses – c'est-à-dire de par la modernisation du monde, l'accroissement de la population et beaucoup d'autres facteurs – une préoccupation qui touche tous les citoyens, pas seulement ceux qui se disent du Parti écologiste, mais également ceux qui sont de la mouvance libérale, par exemple. Pour parler plus clair et reprendre une phrase célèbre d'un homme qui ne l'était pas moins, les Verts n'ont pas le monopole du cœur, ni de l'écologie, heureusement.

L'argument contre cette motion qui nous apparaît comme le plus probant a trait à la géographie de notre pays, voire à celle de notre ville, et également à la relativité certaine du but visé par la motion en question. Géographie, disais-je; je

suis persuadé que, si l'on veut lutter efficacement contre la pollution, il faut prendre des mesures qui touchent plusieurs pays, voire un continent tout entier ou encore la planète Terre dans son ensemble. Il faut impérativement que l'ONU travaille dans ce sens et prenne des mesures s'appliquant à tous les pays. Cela serait efficace, et nous, libéraux, ne pourrions alors qu'approuver cette démarche. Mais une journée sans voitures ne serait qu'une goutte d'eau dans l'océan! Il faudrait plutôt, dès lors, concentrer nos efforts sur des projets de résolution qui obligeraient plusieurs nations. On l'a vu avec l'accident de Tchernobyl. L'écologie doit être l'objet de mesures internationales, car les courants d'air et la nature, par définition, font qu'un incident dans un pays a de grandes chances de toucher tout un continent.

Cette motion ainsi que la motion N° 85 intitulée «Pour une journée sans voitures plus audacieuse et plus concrète» sont autant de coups d'épée dans l'eau qui ne résolvent aucun problème. Quant à nous, nous y voyons plutôt un nouvel épisode de cette guerre que certains partis politiques mènent quotidiennement et aveuglément contre les automobilistes. Cette politique combien primaire de l'antivoitures à tout prix ne résiste pas à de nombreux arguments. Je parlais de relativité. Que représente, chers collègues, la pollution issue des voitures par rapport à celle, par exemple, qui provient de certaines usines qui ne respectent malheureusement pas la réglementation en matière d'environnement? Et par rapport à celle des chaudières de chauffage d'immeubles ou à celle des tonnes de déchets ménagers, industriels et pétroliers? Je pense qu'un dimanche sans pétroliers, par exemple, serait un message à la fois plus audacieux, plus cohérent et plus efficace; ce ne sont pas les habitants de Bretagne qui me contrediront.

De plus, pourquoi un tel acharnement contre les voitures, et les voitures seulement? Durant cette journée sans voitures, les motos et les scooters auront-ils le droit de circuler? Je pose la question! Bonne question, car il n'y a nulle part de mention à ce sujet dans cette motion. Autre défaut qu'elle présente, donc: le manque de précision. Qui pourra circuler le jour en question? Quels véhicules pourront rouler? Lesquels n'auront pas ce privilège? Trop d'imprécision et un nombre important de silences voulus ou même expressément décidés grèvent cette motion, la rendant ainsi inacceptable. Un reportage diffusé au téléjournal suisse le 5 septembre 2000 en arrivait aux conclusions suivantes: une moto pollue autant que 200 voitures en moyenne; un scooter pollue autant que 140 voitures en moyenne. Je vous laisse le soin de réfléchir sur ce point, à l'appui de ces chiffres. De par son manque d'information et de cohérence, cette motion est le reflet de cette politique antivoitures... (*brouhaha*) – il est difficile de parler avec tant de brouhaha, parce que soi-même on... – je disais: de cette politique antivoitures qui fait, si je peux m'exprimer ainsi, fausse route.

Le groupe libéral, tout en souhaitant que des mesures raisonnables et surtout utiles soient prises pour lutter contre la pollution, votera contre cette motion pour

Motion: un dimanche sans voitures

les motifs précédemment développés. Nous en avons assez de cette guerre que certains mènent à chaque occasion contre les automobilistes. Ils se trompent manifestement de cible, ce qui me fait penser que leur but n'est pas seulement la lutte contre la pollution, mais surtout la lutte contre certaines branches de l'économie et contre une grande partie de la population. Quant à la proposition d'amendement, nous la refuserons par conséquent aussi.

M. Roger Deneys (S). Je pense qu'il est important de se dire que, de temps en temps, il faudrait cesser de penser avec le moteur mais essayer de le faire avec le cerveau quand on parle de pollution et de problèmes aussi graves que cela. Lisez le quotidien d'aujourd'hui – *Le Temps*, pour ne pas le nommer – où vous trouverez un article intitulé «Le lourd tribut de la pollution». Le trou de la couche d'ozone atteint trois fois la surface de l'Europe. O.K., cela vous fait rire, vous trouvez cela drôle, mais il ne faut néanmoins pas oublier que la voiture est aussi l'un des éléments importants qui génèrent la pollution atmosphérique. Bien entendu, ce n'est pas uniquement la voiture qui génère de la pollution; il ne s'agit donc pas de s'attaquer uniquement à la voiture.

En l'occurrence, le texte de cette motion est complètement ridicule, et c'est bien pour cela que le groupe socialiste ne le soutiendra pas, dans la mesure où une initiative fédérale a été déposée, qui propose quatre dimanches sans voitures par année, pas spécialement à l'occasion d'une journée «En ville, sans ma voiture», mais simplement pour instaurer quatre dimanches sans voitures annuellement. Ce projet est actuellement contesté par le Conseil fédéral, lequel a semble-t-il élaboré un contre-projet qui propose deux dimanches sans voitures par année. Le Conseil fédéral, qui n'est pas spécialement composé de gauchistes ou issu d'un parlement de gauche, propose donc deux dimanches sans voitures. Compte tenu de cela, pourquoi Genève, ville particulièrement atteinte par le trafic motorisé, ne pourrait-elle pas elle aussi organiser une journée sans voitures, mais en cours de semaine?

Il s'agit bien d'essayer de transmettre comme message aux citoyennes et aux citoyens qu'il est possible de se déplacer sans forcément utiliser sa voiture. Ce n'est ni une obligation ni une interdiction. D'ailleurs, à titre d'anecdote, vous remarquerez que, s'il y a ces jours des interdictions de circuler, c'est parce que des routiers, des pétroliers, etc., font des grèves et que cela bloque toutes les stations-service. Ce n'est donc pas parce que la Ville de Genève ou une quelconque collectivité publique fait une journée «En ville, sans ma voiture» qu'il n'y a plus de voitures.

Dans l'état actuel de la situation, cette motion est donc complètement ridicule, dans la mesure où elle ne fait que reprendre, au-delà même des propositions du

Conseil fédéral, ce qui va être proposé au niveau d'une votation. Le groupe socialiste vous propose de rejeter cette motion. Il s'agit évidemment d'encourager l'idée de la journée «En ville, sans ma voiture», laquelle se déroulera peut-être une fois un dimanche, peut-être un samedi, mais bien entendu aussi les jours de semaine.

M. Roberto Brogini (Ve). Nous sommes assez sensibles à la démarche de certains membres du Parti démocrate-chrétien. Mais enfin, nous regrettons tout de même cette volonté de ne pas s'aligner sur l'Europe. C'est comme si l'on voulait faire un Sonderfall, comme si Genève ne devait pas faire comme les 769 autres villes d'Europe qui ont décidé ce printemps au congrès de Bruxelles de faire une journée sans voitures. Et Genève ne devrait pas participer à ce mouvement européen, ferait bande à part? Cela nous éloignerait encore davantage de l'intégration européenne, et je ne crois pas que telle soit la position du PDC. Je m'étonne donc tout de même de sa prise de position.

Quant à organiser des dimanches sans voitures, nous sommes tout à fait pour! Mais cela se fera en plus de la journée sans voitures européenne, proclamée la première fois en France par la ville de La Rochelle puis reprise par la ministre de l'Aménagement, M^{me} Dominique Voynet. Nous constatons actuellement que même des villes latines, lesquelles sont particulièrement portées sur la *macchina*, sur la voiture, participent à ce grand mouvement. C'est le cas de Milan, Rome, Madrid, Marseille et bien d'autres. Et nous, à Genève, nous devrions nous exclure de ce mouvement fédérateur et incitatif auprès des citoyens?

Et cette impatience de vouloir faire cela un dimanche! Vous savez que, l'année prochaine, le 22 septembre tombera un samedi, et dans deux ans un dimanche. Un peu de patience, Mesdames et Messieurs du PDC, vous l'aurez, votre dimanche sans voitures, très prochainement!

Le groupe des Verts dépose un amendement à cette motion.

Projet d'amendement

«Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à *soutenir des actions en faveur des «quatre dimanches sans voitures.»*»

Nous ne pouvons accepter de déplacer la journée du vendredi 22 au dimanche 24 septembre 2000. Nous sommes extrêmement soucieux d'une nouvelle répartition de la circulation – pas seulement automobile, mais également piétonne, ou celle des poussettes, celle des petits vieux avec des cannes ou des petits caddies, celle des bus et des Mouettes. Il s'agit de la circulation en général. L'automobile

Motion: un dimanche sans voitures

n'a pas le monopole du domaine public; nous devons apprendre à le partager, car il n'est pas fait uniquement pour l'automobile.

Des actions incitatives comme celle qui est proposée ne sont pas foncièrement contraignantes, parce que les voies qui vont être touchées par ces mesures sont les rues marchandes, où, tous les jours, Mesdames et Messieurs, est commis un viol manifeste de la loi et de la réglementation mise en place. Cette journée sans voitures va rétablir, simplement rétablir, un jour sur 365, l'application d'une mesure décidée par le chef du Département de justice et police et des transports mais qui ne l'applique pas.

Nous ne pouvons donc que féliciter le Conseil administratif de prendre les devants et de faire appliquer une réglementation acceptée par toutes et tous sauf quelques-uns – il semble qu'il n'y ait pas eu de recours – et nous associer aux autres communes environnantes. En effet, d'autres communes du canton de Genève participeront à cette journée sans voitures. C'est aussi le cas d'autres villes de Suisse, notamment Bâle – je n'ai pas toute la liste sous les yeux, mais d'autres villes participent à ce mouvement.

Je vous encourage, Mesdames et Messieurs, à voter notre amendement, qui annule le déplacement de cette journée sans voitures au dimanche, comme je vous l'ai expliqué, et vise à soutenir les actions en faveur de l'initiative des dimanches sans voitures. (*Quelques applaudissements.*)

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). Il est passionnant d'écouter les gens qui sont opposés à quelque chose, mais je n'ai entendu personne proposer une journée sans véhicules sur les trottoirs et les zones piétonnes. Je veux parler des vélos, des motos, etc. Des personnes qui vont se promener en ville m'ont demandé si les trottoirs et les zones piétonnes étaient vraiment réservés aux piétons. Alors, quand le Conseil administratif va-t-il nous proposer une journée sans véhicules sur les espaces réservés aux piétons? Ah, ce que je serai content! Et alors là, les piétons ne pollueraient pas! Voilà, j'espère que ceux qui sont pour et ceux qui sont contre la voiture auront de bonnes idées comme celle-là!

M. Jean-Charles Lathion (DC). Tout le monde s'accorde à dire que nous vivons dans une belle ville qui est, hélas, trop polluée. Nous ne pouvons qu'applaudir lorsque le magistrat s'emploie à organiser des actions de sensibilisation de la population pour tenter de réduire ce taux de pollution. Mais là où le bât blesse, comme on l'a déjà dit, c'est au niveau des moyens préconisés pour atteindre cet objectif. Bloquer certaines rues de 7 h à 19 h 30 un vendredi – sans le faire totalement, puisque les livraisons y seront autorisées de 7 h à 11 h 30, tout

comme les taxis, les urgences et les véhicules pour handicapés – dans certains quartiers et pas dans d'autres, c'est opter pour du bricolage, en donnant l'impression désagréable que c'est le fait du roi ou d'une majorité qui ne prend plus le soin de consulter la population, mais qui choisit à sa place ce qui est bon pour le peuple.

En pleine semaine! Alors que les gens travaillent, que les commerces sont ouverts et que la circulation bat son plein dans tout le reste du canton, sauf dans certains quartiers de la ville de Genève et dans six autres communes: Carouge, Lancy, Meyrin, Thônex, Vernier et Chêne-Bougeries. Mais on croit rêver! C'est l'histoire du petit village gaulois ou d'Alice au pays des merveilles! Est-ce bien raisonnable? (*Rires.*) Nous ne sommes pas de cet avis. Nous ne pensons pas que c'est par des mesures de contrainte, comme l'a dit M^{me} Rys tout à l'heure, que l'on parvient à sensibiliser la population au problème de la pollution. Nous ne croyons pas que cette action aura quelque effet persuasif sur l'ensemble de la population genevoise, qu'elle réduira la pollution ou qu'elle incitera les habitants des quartiers concernés à se comporter de façon différente dans les semaines qui suivront ce coup de pub qui, une fois de plus, se résumera à un événement folklorique. On a dit que l'on allait organiser des fêtes aussi, pour qu'il y ait de l'animation... Cela plaira certainement à certains cyclistes, mais cela va mécontenter la majorité de ceux qui ont des activités dans le quartier concerné.

Nous comprenons la volonté du magistrat de montrer qu'il est possible d'avoir une autre approche de l'écologie et de la circulation en ville. Nous sommes également très sensibles aux actions comme on en a vu dans les grandes villes italiennes, menées alors que la population était disposée à entendre un tel discours et à en vivre les effets, lors de dimanches. Convaincre plutôt que contraindre, cela s'appelle la démocratie. Nous, les démocrates-chrétiens, nous demandons tout simplement que l'on respecte la démocratie, et nous invitons tous ceux et celles qui en ont la même idée à accepter cette motion avec l'amendement du PDC, ne serait-ce que par le plus élémentaire des principes.

M. Pierre de Freudenreich (L). Je souhaitais intervenir sur ce point, étant donné que je ne partage pas entièrement les vues du préopinant du groupe libéral concernant la problématique de la circulation en ville de Genève. J'ai eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises: cette problématique existe, et je crois qu'il ne faut pas se voiler la face quant à la densité automobile dans l'hypercentre de la ville de Genève. Cela ne constitue un secret pour personne, c'est un problème auquel nous nous trouvons confrontés et qu'il faut tenter de résoudre. Bien entendu, dire que la densité des gaz n'a pas d'incidences sur la santé publique, sur celle de nos enfants et des personnes âgées qui ont des difficultés pulmonaires suite à des problèmes de pollution liés notamment à la circulation automobile,

c'est tout simplement ne pas admettre une réalité qui, à mon sens, existe; il faut la considérer comme telle.

La proposition du groupe démocrate-chrétien est séduisante, dans la mesure où il est vrai que, si l'on arrive à convaincre plutôt qu'à contraindre pour essayer de permettre à des gens de faire certaines prises de conscience, c'est une bonne chose. Mais le corollaire de tout cela, Mesdames et Messieurs – je dois malheureusement vous rappeler une période un tout petit peu délicate et que je regrette infiniment – c'est que Genève ne s'est pas encore équipée – et j'ai hélas le sentiment que pouvoir y parvenir risque d'être difficile – d'un périphérique complet et fermé. Je parle tout simplement de la traversée de la rade, aussi bien que de la problématique de la rue de Lausanne et de toutes les pénétrantes de la ville de Genève. Nous sommes tous confrontés à un problème auquel nous n'avons pas de solution aujourd'hui. Comme il n'existe pas de périphérique bouclé permettant de faire le tour de l'hypercentre de la ville, les voitures continuent à traverser le centre. Et alors que fait-on? On gigote! Le magistrat responsable du département de l'aménagement a des idées, tente de les mettre en place, il est confronté et sera confronté systématiquement à des black-out des partis de l'Entente ou peut-être des défenseurs de l'économie privée – ce à juste titre, pour certains aspects en tout cas, parce qu'il faut bien que des commerces soient accessibles, donc le raisonnement est logique. Nous suivons simplement une logique de confrontation, et il est extrêmement dommage d'en être là aujourd'hui. Résultat: nous nous trouvons dans une situation de blocage qui ne pourra se résoudre que lorsque le périphérique sera bouclé. Nous ne pourrons pas éviter, un jour ou l'autre, de faire une traversée de la rade sous une forme ou sous une autre. Il faudra passer par là dans la mesure où, si vous voulez décharger l'hypercentre, il faut pouvoir tourner autour de la ville.

Ce raisonnement paraît relativement logique, et j'aimerais bien, à terme, que l'on puisse peut-être y réfléchir à nouveau maintenant que quelques années se sont écoulées depuis la votation sur la traversée de la rade. Malheureusement, elle a été un échec à cause de la manière, peut-être mauvaise, avec laquelle cela avait été présenté. Ce n'était peut-être pas non plus le bon moment, mais, pour l'avenir et dans l'intérêt de la ville de Genève, pour son équilibre au niveau urbain, je pense que c'est un problème auquel il faudra réfléchir à nouveau. Je vous remercie de m'avoir écouté.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. En écoutant certains propos, notamment ceux de M. Lathion, j'avais un peu l'impression d'assister au débat de l'année passée à la même époque, vous vous en souvenez. Sur les bancs du Parti démocrate-chrétien, on critiquait fortement le Conseil administratif d'avoir eu l'audace de vous proposer de participer, pour la première fois, à cette

édition 1999 de la journée «En ville, sans ma voiture». Aujourd'hui, je dois quand même nuancer et reconnaître qu'un effort gigantesque a été fait puisque, maintenant, vous ne nous critiquez pas de vous proposer de participer à l'édition 2000 mais vous nous dites simplement qu'il faudrait la reporter un autre jour. Et dans votre amendement, vous nous dites que, dès 2001, il faut agir ainsi. Vous voulez à présent que l'on inscrive dans la durée cette participation de la Ville à la journée sans voitures; nous en prenons note, parce que c'est exactement le désir que nous avons également.

Et puis, sur les bancs libéraux, avec des avis divergents – bon, nous connaissons la litanie de M. Henry, puisque nous l'entendons régulièrement – on nous dit avec plus de nuances aujourd'hui qu'il est vrai qu'il faut s'interroger sur le problème du trafic, des engorgements en ville. Et M. de Freudreich, et avec lui un certain nombre d'autres élus, de déplorer que la traversée de la rade n'ait pas été construite suite au vote populaire massif qui rejetait ce projet!

Quant à la journée du 22 septembre, j'ouvre une parenthèse sur un sujet abordé par M. Brogginini tout à l'heure, pour rappeler quand même que nous n'avons aucun mérite, à Genève, puisque, en 1998, M^{me} Dominique Voynet, ministre de l'Aménagement et des Transports en France, prenant l'exemple de la ville de La Rochelle, a proposé d'étendre à la France une journée sans voitures. La date du 22 septembre a été fixée à cette époque-là, et on a pu voir que, lors de l'édition 1999, un certain nombre de villes en dehors du territoire français, dont Genève – on l'a citée tout à l'heure – avaient repris cette idée et participé. En ce qui concerne l'édition 2000, il a été proposé lors de la réunion de ce printemps à Bruxelles de lancer une journée européenne. Le 22 septembre 2000, près de 800 villes – le chiffre de 761 mentionné tout à l'heure date de la mise à jour du 4 septembre, mais il augmente très rapidement – participeront à la journée sans voitures. L'Espagne est le pays qui participe le plus, avec plus de 200 villes dont Madrid, Séville, Barcelone, des villes importantes; l'Italie vient au deuxième rang, puis la France, avec une centaine de villes, et la Suisse.

L'année passée, vous nous faisiez remarquer que Genève était la seule à se distinguer en Suisse. Eh bien oui, nous le déplorions, parce que nous étions un petit peu isolés sur notre territoire pour lancer cette expérience. Mais nous avons pris des contacts et essayé de faire quelques émules. Nous sommes quand même relativement satisfaits de constater que 14 villes de Suisse vont participer à l'édition 2000 de cette journée. Et M. Lathion de déplorer qu'il n'y ait que six communes concernées dans le canton de Genève! Mais heureusement, déjà, qu'il y a ces communes, Monsieur Lathion, qui sont prêtes à prolonger les efforts faits par la Ville de Genève! La ville de Lausanne, qui n'avait pas participé l'année passée, a saisi l'occasion du 22 septembre 2000 pour susciter une réflexion sur les déplacements en milieu urbain; on a cité quelques chiffres tout à l'heure.

Motion: un dimanche sans voitures

Pour ma part, j'aimerais également rappeler, au niveau de la dangerosité représentée par le trafic automobile, les chiffres que nous connaissons chaque année: 600 morts et 27 000 blessés par accident de la circulation sur les routes en Suisse. Vous savez très bien que les deux tiers de ces accidents ont lieu dans des localités. C'est dire qu'il est de notre devoir, en tant que collectivité publique, de prendre des mesures pour améliorer la sécurité des déplacements dans les agglomérations.

Nous devons nous interpellier également sur les mesures à prendre: continu-t-on à réfléchir et à prendre des mesures comme on l'a fait jusqu'à maintenant, à l'image de ce qui est proposé par M. de Freudenreich? On constate qu'il y a une augmentation du trafic motorisé en ville de Genève, et vous savez que nous sommes une des villes les plus motorisées, non seulement de Suisse, mais d'Europe. Devons-nous, forts de ce constat, dire que l'on répondra chaque fois à la demande, c'est-à-dire que plus il y a de voitures plus on construira de routes et de parkings, et que c'est uniquement quand nous serons asphyxiés que nous essaierons de regarder dans une direction différente? Ou bien prend-on d'ores et déjà aujourd'hui – parce que nous estimons que nous sommes déjà suffisamment saturés – un certain nombre d'options qui vont dans le sens inverse? Eh bien, c'est justement cela que nous proposons à l'occasion de la journée «En ville, sans ma voiture» du 22 septembre: c'est de réfléchir à une diminution du trafic motorisé et à une augmentation de la mobilité. Nous avons tous à y gagner, et nous devons trouver des moyens de déplacement alternatifs aux véhicules motorisés individuels. Parmi ces moyens, nous avons un certain nombre de propositions qui pourront être expérimentées «grandeur nature» dans le cadre de la journée du 22 septembre.

C'est pour cela, Mesdames et Messieurs du Parti démocrate-chrétien, qu'il est d'autant plus utile que cette journée puisse se dérouler durant un jour de semaine, plutôt qu'un dimanche où la ville est quasi déserte et où les problèmes de circulation sont beaucoup moins évidents qu'en semaine. Mais, de toute façon, je répète encore une fois que ce n'est pas nous, Ville de Genève, qui choisissons la date; nous ne faisons que nous joindre à une démarche européenne mise sur pied par le gouvernement français.

Cependant, nous pouvons effectivement, à l'image de ce que les Chambres fédérales sont en train de proposer, ajouter à la manifestation du 22 septembre qui aura lieu chaque année d'autres démarches du type de celle qui nous est proposée pour des dimanches sans voitures. Ne mélangeons pourtant pas les deux: elles ne constituent pas une alternative mais peuvent parfaitement se révéler complémentaires. Ce que nous souhaitons, au niveau du Conseil administratif, c'est de saisir l'occasion de cette journée du 22 septembre pour développer des expériences autres que celle du véhicule automobile, afin de pouvoir les inscrire dans la durée

et de parvenir, nous l'espérons, à réduire sensiblement le trafic motorisé en milieu urbain. Tout le monde peut y gagner. Voilà ce que nous vous proposons, à part cette journée du 22 septembre.

Quant à la motion dont il est question ici, elle ne devrait pas être acceptée, car elle devrait être formulée sous la forme d'une démarche complémentaire à celle que nous proposons. (*Quelques applaudissements.*)

M. Didier Bonny (DC). Je ne vais pas faire très long, car beaucoup de choses ont déjà été dites. Je voudrais simplement replacer cette motion dans son contexte, puisqu'elle a été déposée le 18 avril, il y a donc cinq mois de cela. A ce moment-là, il s'agissait pour nous de faire une contre-proposition à la journée sans voitures plutôt que de dire simplement non à ce projet. Nous avons montré notre ouverture, effectivement, pour faire quelque chose dans le domaine, et nous avons proposé la solution du dimanche sans voitures pour les raisons déjà évoquées par M^{me} Rys et M. Lathion. Notre idée était donc bien d'inscrire une journée sans voitures dans la continuité, Monsieur Ferrazino, nous n'avons pas évolué depuis lors! Telle était déjà notre idée, nous n'avons jamais complètement mis les pieds au mur concernant la journée sans voitures; simplement, nous estimons toujours qu'il serait mieux qu'elle ait lieu un dimanche, car il y a malgré tout, ce jour-là, passablement de voitures dans notre ville. Il nous semble que cette journée serait ainsi plus conviviale et agréable.

Certes, il est vrai qu'il y a cette journée européenne, et cela change un petit peu la donne. Quoi qu'il en soit, je me réjouis d'être en 2002, puisque, sauf erreur, le 22 septembre 2002 tombera un dimanche et, comme cela, nous serons absolument tous d'accord.

En ce qui concerne l'amendement des Verts, et sous réserve qu'il soit, bien sûr, relu par le président et que nous ayons bien compris de quoi il s'agissait, il est probable que certains d'entre nous, en tout cas, le votent, pour bien montrer que nous ne sommes pas des autophiles absolus et que, effectivement, il faut faire un effort en vue d'améliorer le confort de tous les citoyens. Il ne s'agit donc en aucun cas d'un auto-goal, si je puis m'exprimer ainsi, mais bien d'une volonté d'aller de l'avant pour le bien de nos concitoyens.

Mis aux voix, l'amendement des Verts est accepté à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

Mis aux voix, l'amendement démocrate-chrétien est refusé à une large majorité (quelques abstentions).

Mise aux voix, la motion amendée est acceptée à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

Elle est ainsi conçue:

MOTION

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à soutenir des actions en faveur des «quatre dimanches sans voitures».

Le Conseil administratif est chargé de présenter un projet d'arrêté ou de prendre une mesure.

9. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

10. Interpellations.

Néant.

Séance levée à 23 h.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	974
2. Communications du bureau du Conseil municipal	974
3. Questions	974
4. Clause d'urgence sur la résolution de M. Alain Marquet: «Réception mondaine au Bâtiment des Forces-Motrices (BFM) et respect des droits de l'homme en Chine» (R-25)	985
5. Clause d'urgence sur la résolution de MM. Christian Zaugg, Sami Kanaan, François Sottas, Robert Pattaroni, Alain Marquet et M ^{me} Michèle Ducret: «Un non ferme à l'initiative pour une réglementation de l'immigration» (R-27)	986
6. Rapport du Conseil administratif à l'appui du projet de budget de la Ville de Genève pour l'exercice 2001 (PR-90). Débat sur la procédure d'étude du budget	987
7. Résolution de MM. Guy Dossan, M ^{me} Michèle Ducret, MM. Michel Ducret, Alain Fischer, M ^{me} Catherine Hämmerli-Lang, MM. Bernard Lescaze, Pierre Maudet et René Winet: «Guerre du feu: pour enterrer la hache, il faut être deux» (R-17)	994
8. Motion de MM. Didier Bonny, Jean-Charles Lathion et M ^{me} Alexandra Rys: «Convaincre plutôt que contraindre: pour un dimanche sans voitures» (M-89)	1012
9. Propositions des conseillers municipaux	1023
10. Interpellations	1023

La mémorialiste:
Marguerite Conus